

Eni en *Côte d'Ivoire* 2024

RAPPORT LOCAL
DÉVELOPPEMENT DURABLE



Notre mission

Nous sommes une entreprise du secteur de l'énergie.

13 15 Nous soutenons concrètement une transition énergétique juste, dans le but de préserver notre planète

7 12 et de promouvoir un accès efficace et durable à l'énergie pour tous.

Notre travail est basé sur la passion et l'innovation,

9 sur nos forces et nos compétences uniques, sur l'égale dignité de chaque personne,

5 10 reconnaître la diversité comme une valeur clé pour le développement humain, sur la responsabilité, l'intégrité et la transparence de nos actions.

Nous croyons en la valeur des partenariats à long terme avec les pays

17 et les communautés dans lesquelles nous opérons, apportant une prospérité durable pour tous.

Objectifs mondiaux pour un développement durable

L'Agenda 2030 pour le Développement durable, présenté en septembre 2015, identifie les 17 Objectifs de développement durable (ODD) représentent les objectifs communs du développement durable sur les problèmes sociaux complexes actuels. Ces objectifs constituent une référence importante pour la communauté internationale et Eni dans la gestion des activités dans les pays où elle opère.



Eni en *Côte d'Ivoire* 2024

RAPPORT LOCAL DÉVELOPPEMENT DURABLE

Clause de non-responsabilité

Le Rapport local d'Eni sur le développement durable en Côte d'Ivoire - 2024 est un document publié sur une base annuelle qui contient certaines déclarations prévisionnelles relatives aux différents sujets qui y sont abordés. Les déclarations prospectives sont fondées sur les hypothèses et croyances raisonnables de la direction d'Eni, compte tenu des informations dont elle dispose au moment où ces déclarations sont faites. Néanmoins, de par leur nature, les déclarations prospectives comportent un élément d'incertitude car elles se rapportent à des événements et dépendent de circonstances qui peuvent ou non se produire à l'avenir et qui échappent, en tout ou en partie, au contrôle et aux prévisions raisonnables d'Eni. Les résultats réels peuvent différer de ceux exprimés dans ces déclarations, en fonction d'une variété de facteurs, y compris, sans limitation : la fluctuation de la demande, l'offre et la tarification du pétrole et du gaz naturel et d'autres produits pétroliers, les performances opérationnelles réelles, les conditions macroéconomiques générales, les facteurs géopolitiques et les changements dans le cadre économique et réglementaire dans de nombreux pays dans lesquels Eni opère, les réalisations atteintes dans le développement et l'utilisation de nouvelles technologies, les changements dans les attentes des parties prenantes et d'autres changements dans les conditions de business. Les lecteurs du document sont donc invités à tenir compte d'un éventuel décalage entre les déclarations prospectives incluses et les résultats qui pourraient être obtenus à la suite des événements ou des facteurs indiqués ci-dessus. Le Rapport local d'Eni sur le développement durable en Côte d'Ivoire - 2024 contient également des termes tels que, par exemple, « partenariat » ou « partenariat public/privé » utilisés uniquement par commodité, sans implication juridique technique. Dans ce rapport, « Eni » signifie Eni Côte d'Ivoire Ltd. La déclaration des émissions de gaz à effet de serre (GES) et des objectifs correspondants ne doit pas être interprétée comme une prise de responsabilité légale par rapport aux effets de ces émissions de GES.

Photos

Toutes les photos des couvertures et du Rapport local d'Eni sur le développement durable en Côte d'Ivoire - 2024 proviennent des archives photographiques d'Eni.

Translations

Le texte original du Rapport local de développement durable en Côte d'Ivoire - 2024 – sauf indication contraire – est en anglais. Les traductions dans d'autres langues sont tirées du texte original. En cas de divergence, le contenu de la version anglaise prévaut sur les traductions dans toute autre langue.

Pourquoi lire le Rapport local d'Eni sur la durabilité en Côte d'Ivoire 2024?

Eni en Côte d'Ivoire souligne la contribution d'Eni à une transition juste, en présentant les activités menées au niveau local, qui combinent la réalisation des objectifs de business et le partage des avantages sociaux et économiques avec les travailleurs, les fournisseurs et les communautés impliqués dans le contexte de l'exploitation, de manière inclusive et transparente.

Eni est notamment présente en Côte d'Ivoire pour diversifier le portefeuille traditionnel lié au gaz naturel, tout en renforçant le rôle du pays dans le système énergétique africain au sens large.

En outre, le développement d'une chaîne de valeur locale pour la production d'huile végétale, fournie aux bioraffineries d'Eni en tant que matière première plus durable, permet au pays de s'intégrer dans la chaîne de valeur des biocarburants, en contribuant à générer ainsi un impact positif sur les familles d'agriculteurs locaux grâce à des accords à long terme.

Les activités d'Eni se déroulent parallèlement à des projets de développement local, fondés sur la connaissance des enjeux locaux et sur la volonté d'œuvrer aux côtés de la Côte d'Ivoire pour promouvoir le développement durable, notamment par le biais de partenariats avec des acteurs nationaux et internationaux.

Le Rapport Local de Développement Durable est structuré selon les cinq leviers du modèle d'entreprise intégré qui définissent le champ d'action d'Eni pour créer de la valeur à long terme pour tous les parties prenantes.

[🔗 Rapport Financier Annuel 2024](#)
[🔗 Eni for 2024 - Une Transition Juste](#)

LÉGENDE

[🔗](#) Liens externes [■](#) Liens internes

Sommaire

<i>Introduction</i>	4
Message à nos parties prenantes	4
Activités d'Eni : la chaîne de valeur	6
Modèle d'entreprise	8
Entreprises Eni en Côte d'Ivoire	10
Les activités d'engagement des parties prenantes	11
Droits de l'Homme	12
Anti-corruption	13
<i>Neutralité carbone d'ici 2050</i>	14
Décarboniser l'énergie d'aujourd'hui	15
Investir dans les nouvelles énergies	22
Partenariats pour la décarbonisation	24
<i>Protection de l'environnement</i>	26
Gestion de l'eau	27
Gestion des déchets	27
<i>Valeur de notre personnel</i>	28
Chacun d'entre nous	28
Formation	29
Sécurité	31
Santé et bien-être des personnes	32
<i>Alliances pour le développement</i>	34
Projets de développement local	35
Contenu local	42
<i>Durabilité dans la chaîne de valeur</i>	44
Rapports et critères de performance	45

Message à nos parties prenantes



Au cœur de l'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire écrit un nouveau chapitre de son histoire énergétique. Il s'agit d'une transformation profonde qui parle de développement et de vision à long terme. Au centre de cette transformation se trouve le projet Baleine, une initiative qui va bien au-delà de la production d'électricité, car elle représente un véritable héritage pour le pays, conçu pour les générations actuelles et futures.

Lancé au large des côtes ivoiriennes, Baleine sera le premier projet de développement à zéro émissions nettes sur le continent africain. Il s'agit d'une étape importante qui démontre l'engagement d'Eni en faveur d'une croissance énergétique visant à être plus durable sur le plan environnemental, social et économique. En mars 2025, l'augmentation du volume de gaz destiné au marché local – au total 70 millions de pieds cubes par jour, comparé aux 25 millions de pieds cubes de la Phase 1 – a marqué un moment clé : le gaz produit est utilisé pour l'électrification nationale, et la production de pétrole a atteint un plateau de 60 000 barils par jour. Il s'agit d'un pas concret vers la stabilisation du système énergétique de la Côte d'Ivoire, dont la demande ne cesse d'augmenter, tout en tenant compte du rôle du pays dans le paysage régional.

Pour Eni, chaque investissement est un acte d'engagement. C'est dans cet esprit que le projet Baleine a été conçu - un moteur d'opportunités durables, capable de renforcer le rôle de la Côte d'Ivoire en tant qu'acteur régional de l'énergie et de générer une valeur partagée avec les communautés.

La deuxième phase du projet, développée en étroite collaboration avec notre partenaire local Petroci, consolide non seulement les réalisations techniques, mais aussi notre engagement envers le pays. Baleine est aujourd'hui un symbole de ce que la coopération public-privé peut générer, c'est-à-dire un portefeuille d'opportunités qui intègre l'expertise locale, les technologies de pointe et un chemin partagé avec nos parties prenantes.

Toutefois, notre héritage va bien au-delà du secteur de l'énergie. Elle se mesure à l'aune des personnes, des compétences qui subsistent et de la capacité à créer des opportunités stables et inclusives. C'est pourquoi Eni a lancé de nombreuses initiatives en Côte d'Ivoire, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle et de la santé.

Nous avons déjà rénové et équipé 22 écoles publiques et plusieurs centres de santé. Plus important encore, nous construisons un écosystème de formation avancée en collaboration avec l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB). Deux programmes de maîtrise professionnelle – l'un en production et l'autre en raffinage et distribution – ont été lancés en 2022 et 2023, avec la participation d'instructeurs internes d'Eni. Après le succès des deux premières éditions, la troisième, qui a débuté en octobre 2024, est actuellement en cours et se terminera en 2026. Plus de 50 stagiaires, étudiants en master, ont effectué ou effectuent des formations pratiques dans nos services et dans d'autres entreprises du secteur de l'énergie, tandis que des centaines de jeunes ont bénéficié d'une formation professionnelle ciblée et de qualité dans le cadre du programme Pro-Jeunes afin de réussir leur entrée sur le marché du travail.

Il ne s'agit pas seulement de répondre à des besoins à court terme : nous investissons dans l'avenir, dans la capacité du pays à prospérer, à jouer un rôle de premier plan dans la région, en incarnant les principes d'une Transition Juste.

Notre vision de l'héritage se concrétise avec la collaboration des institutions. C'est pourquoi, depuis 2021, nous avons signé un protocole d'accord avec Eni Corporate University et INP-HB, pour structurer des programmes de formation et de renforcement des capacités au profit du pays.

Aujourd'hui, le projet Baleine est le symbole de notre engagement en Côte d'Ivoire, un engagement qui va au-delà de l'énergie. Il s'agit d'un pacte à long terme basé sur la responsabilité, sur un voyage à faire ensemble et sur le désir de laisser un héritage tangible et positif. Dans un pays où 75 % de la population a moins de 35 ans, investir dans la jeunesse, c'est investir dans la prospérité et la croissance inclusive pour aujourd'hui et pour demain.

En fin de compte, le secteur de l'énergie offre de nombreuses possibilités à la Côte d'Ivoire, car il est capable de générer des revenus importants que l'État pourra réinvestir dans des secteurs clés, contribuant ainsi à renforcer le tissu socio-économique. Nous continuerons à avancer avec nos partenaires, les institutions et les communautés, parce que nous croyons que le mot énergie est synonyme de développement, qui n'est réel que s'il est accessible, inclusif et partagé.

Luca Faccenda
Directeur Général - Eni Côte d'Ivoire

Activités d'Eni : la chaîne de valeur

Eni SpA est une entreprise énergétique intégrée tout au long de la chaîne de valeur. Elle est très présente dans les activités traditionnelles d'exploration et de production de pétrole et de gaz conventionnels, ainsi que dans la commercialisation de gaz et de GNL grâce à un vaste portefeuille d'approvisionnement.

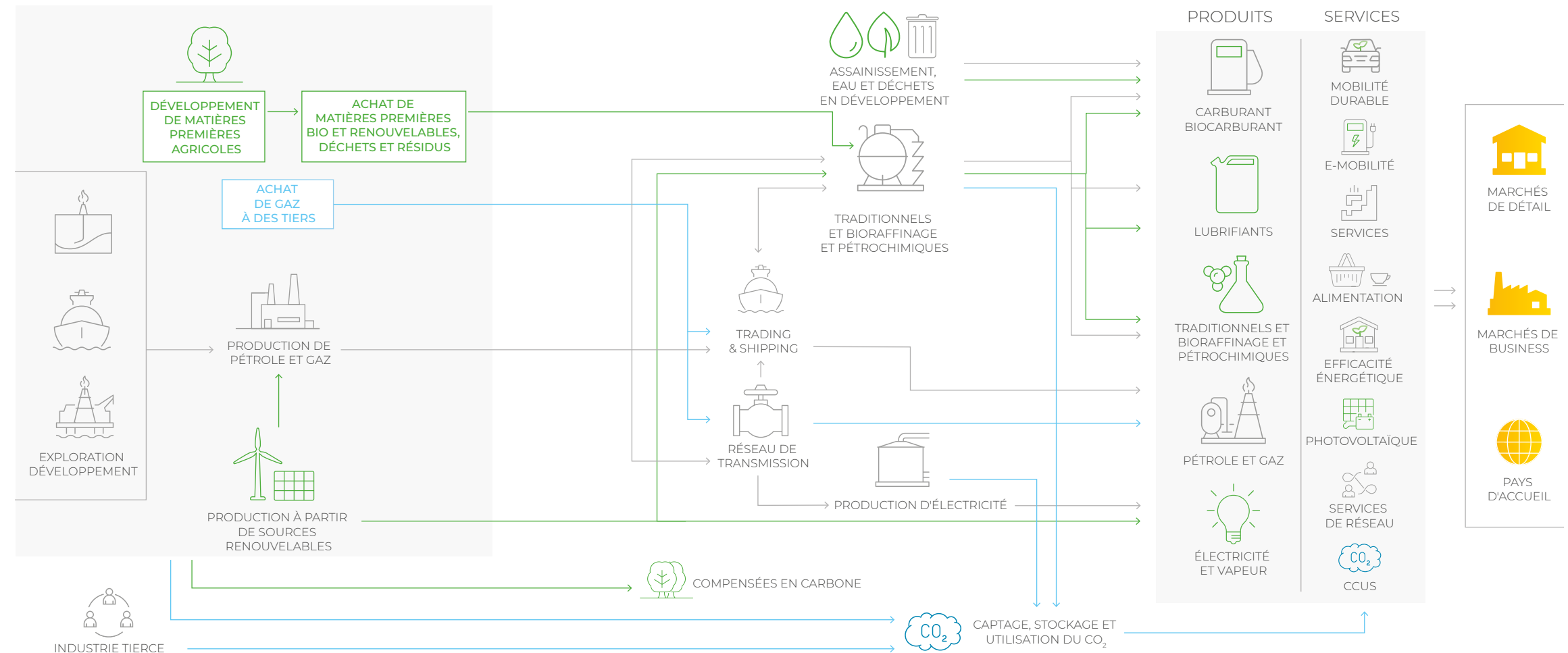
Dans l'industrie pétrolière/pétrochimique en aval, un processus majeur de transformation et de reconversion est en cours. Eni SpA s'engage, par le biais de modèles d'entreprise innovants, dans le développement de nouvelles sources d'énergie et de services de décarbonisation : énergie renouvelable solaire/éolienne, biocarburants, biochimie, capture/séquestration du CO₂ et lignes de recherche sur les nouveaux paradigmes énergétiques (fusion magnétique, recyclage chimique des plastiques). Eni SpA dispose d'une large base de clients industriels et d'utilisateurs finaux. La stratégie distinctive du groupe est fondée sur des avantages concurrentiels, une expertise interne et des technologies propriétaires en tant que points de référence, dans le but de croître, de créer de la valeur et de transformer l'Entreprise. En ce qui concerne les activités traditionnelles, la croissance et les rendements reposent sur une exploration réussie, avec une option de monétisation précoce des découvertes, un développement efficace des ressources et la création d'entités indépendantes en synergie avec des partenaires qualifiés dans des zones géographiques ciblées, afin de poursuivre les opportunités de développement et de rentabilité.

Eni est présente en Côte d'Ivoire depuis 2015 et mène actuellement des activités d'exploration et de développement ainsi que des initiatives de décarbonisation. En septembre 2021, Eni a annoncé la découverte du gisement d'hydrocarbures Baleine, le plus important jamais réalisé dans le pays, qui devrait être le premier projet de développement Upstream à zéro émission nette en Afrique (pour les émissions des champs d'application 1 et 2). Les émissions de gaz à effet de serre (GES) de Baleine seront réduites par l'utilisation des meilleures technologies disponibles en termes de solutions d'usines à haut rendement, de récupération de l'énergie des procédés et de réduction et de contrôle des émissions fugitives. Les émissions résiduelles sont compensées par des initiatives de foresterie et des projets de cuisson propre déjà en cours, qui contribuent également à la création de valeur pour les parties prenantes locales, conformément à l'approche d'Eni en matière de développement durable.

En mars 2024, Eni a également annoncé une nouvelle découverte nommée Calao, qui est actuellement le deuxième plus grand champ du pays après le champ Baleine.

La mise en œuvre de ces projets en Côte d'Ivoire soutient le développement industriel national et l'accès à l'énergie, et renforce le rôle du pays en tant que centre énergétique régional capable d'exporter de l'énergie vers les pays voisins. En outre, le partenariat entre Eni et la Côte d'Ivoire s'étend de la production d'hydrocarbures à des initiatives innovantes pour la production de matières premières agricoles pouvant être utilisées dans les bioraffineries d'Enilive. En outre, Eni soutient les initiatives de développement local qui favorisent l'accès à l'énergie, la santé communautaire, la formation professionnelle et l'éducation de qualité pour les communautés locales, établissant ainsi une collaboration à long terme et mutuellement bénéfique avec le pays.

NOTRE CHAÎNE DE VALEUR



Modèle d'entreprise

Le modèle d'entreprise d'Eni SpA soutient l'engagement de la société en faveur d'une transition énergétique socialement équitable et vise à générer des rendements financiers solides et à créer de la valeur à long terme pour les parties prenantes grâce à une forte présence tout au long de la chaîne de valeur énergétique. La mission de l'entreprise intègre les **Objectifs de Développement Durable (ODD)** de l'Agenda 2030 des Nations unies.

Eni SpA s'engage à contribuer à la sécurité énergétique en s'appuyant sur un portefeuille mondial et sur des alliances avec les pays producteurs. En même temps, Eni SpA continue une stratégie de transition sur la base d'une approche technologiquement neutre et pragmatique, visant à maintenir la compétitivité du système de production et la durabilité sociale.

Ces objectifs s'appuient sur une présence géographique diversifiée et sur un portefeuille de solutions technologiques qui permettront de créer un bouquet énergétique de plus en plus décarboné. Les partenariats et les alliances avec les parties prenantes sont essentiels pour atteindre ces objectifs et garantir une participation active à la définition des activités d'Eni et à la transformation du système énergétique.

Le modèle d'entreprise d'Eni SpA combine l'utilisation de technologies, en grande partie propriétaires, qui valorisent les compétences internes et un réseau stratégique de collaborations, avec le développement d'un modèle innovant qui prévoit la création d'entreprises spécialisées capables de financer leur croissance de manière autonome et, en même temps, de faire ressortir la valeur réelle de chaque activité.

Eni SpA est présente tout au long de la chaîne de valeur – de l'exploration, du développement et de l'extraction des ressources à la commercialisation de l'énergie, des produits et des services aux clients finaux – en développant des modèles robustes d'entreprise intégrée qui valorisent leurs actifs industriels et leur base de clientèle.

Ce modèle intégré est soutenu par le système de gouvernance d'entreprise, fondé sur les principes de transparence et d'intégrité, et par le processus de gestion intégrée des risques, dont la fonction est de garantir, grâce à l'évaluation et à l'analyse des risques et des opportunités du contexte de référence, des décisions stratégiques éclairées et l'analyse de matérialité qui explore les impacts les plus significatifs générés par Eni SpA sur l'économie, l'environnement et les personnes, y compris ceux sur les Droits de l'Homme.

Eni SpA combine également de manière organique son plan d'entreprise aux principes de durabilité environnementale et sociale, en déployant ses actions sur cinq lignes directrices, chacune orientée vers des résultats spécifiques (outcomes) :

NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI 2050

Conformément à la trajectoire de décarbonisation d'Eni SpA et à l'objectif de Neutralité carbone d'ici 2050, les activités en Côte d'Ivoire se concentrent sur le développement des premiers projets africains à zéro émission nette (champs d'application 1 et 2), la diversification du portefeuille traditionnel et la valorisation du gaz naturel, ainsi que le lancement de la production d'huile végétale comme matière première agricole, renforçant ainsi la chaîne de valeur des biocarburants.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Eni s'engage à rechercher des solutions innovantes visant à réduire l'impact environnemental de ses activités, à assurer une utilisation plus efficace des ressources naturelles, à protéger la biodiversité et les ressources en eau, et à promouvoir des modèles de développement basés sur les principes régénératifs de l'économie circulaire, dans le but de maximiser la récupération et la valorisation des déchets et des rebuts.

VALEUR DE NOS PERSONNES

Eni reconnaît la valeur de son personnel comme un élément fondamental du succès de l'entreprise et, pour cette raison, garantit un environnement de travail exempt de toute forme de discrimination, qui favorise le plein développement du potentiel de chacun, en promouvant une culture basée sur la diffusion des connaissances. Eni se conforme également aux normes internationales les plus strictes en matière de santé et de sécurité et adopte des mesures appropriées pour protéger les personnes et les biens.

ALLIANCES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Eni promeut des initiatives visant à soutenir le développement des communautés locales, en garantissant l'accès à l'énergie, l'accès à la santé et la diversification économique, tout en soutenant le transfert de savoir-faire et l'éducation de qualité sur le territoire, en collaboration avec des acteurs clés.

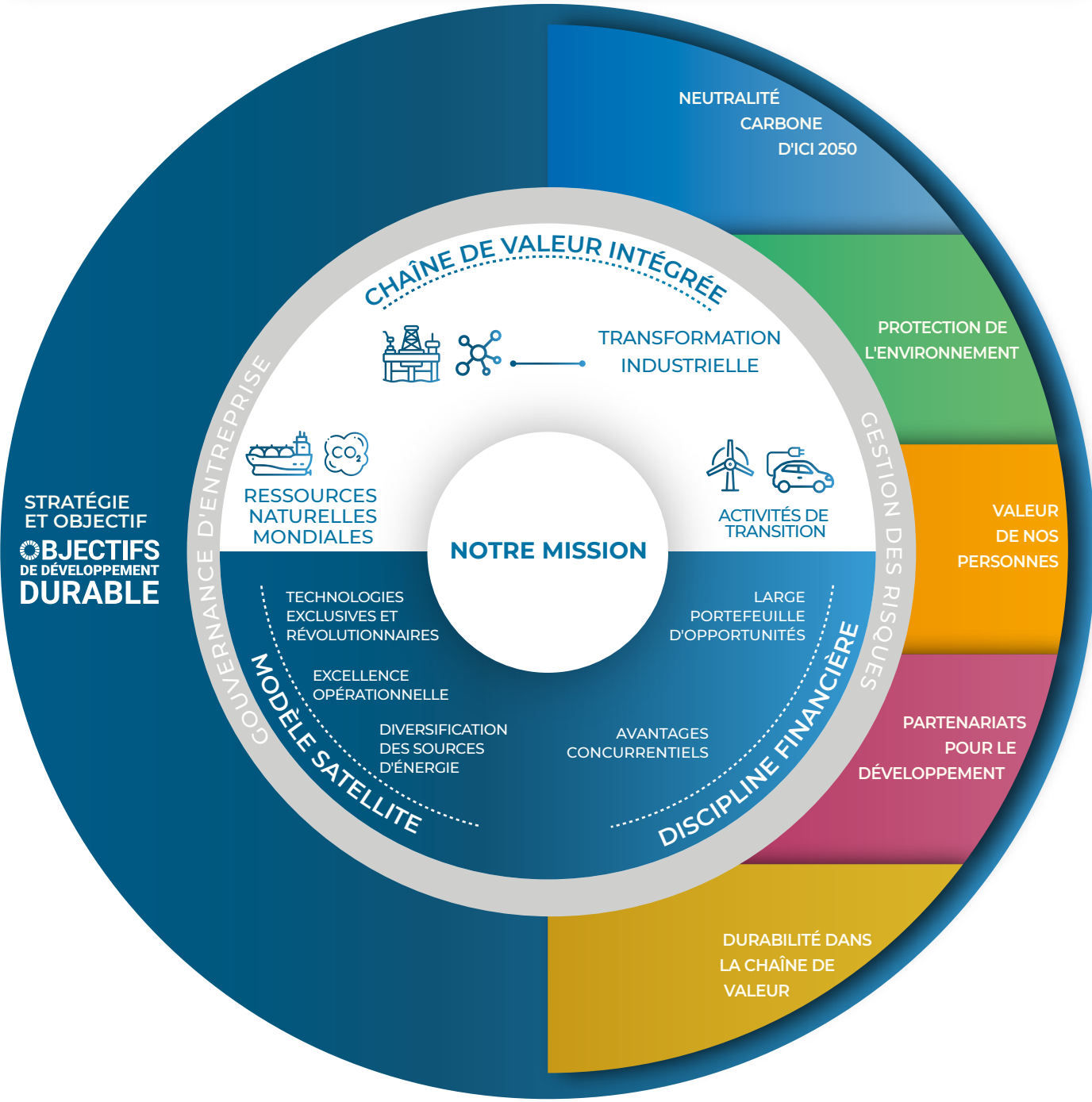
DURABILITÉ DANS LA CHAÎNE DE VALEUR

Eni promeut un développement plus durable de sa chaîne d'approvisionnement, en reconnaissant son rôle clé dans le processus de transformation entrepris. Grâce à une approche systémique et inclusive, Eni partage ses valeurs, ses engagements et ses objectifs avec ses fournisseurs, en les soutenant et en les impliquant dans le processus de croissance.

Le modèle d'entreprise d'Eni SpA s'articule autour de ces cinq axes, en s'appuyant sur le développement et l'application de technologies innovantes et sur la numérisation des processus. En mettant en œuvre ce modèle, Eni garantit le respect des Droits de l'Homme dans le cadre de ses activités et les promeut auprès de ses partenaires et parties prenantes, tout en menant des opérations fondées sur les valeurs d'intégrité et de transparence.

CRÉATION DE VALEUR POUR TOUS LES PARTIES PRENANTES

Grâce à une présence intégrée sur l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique



Entreprises Eni en Côte d'Ivoire

ENI Côte d'Ivoire Ltd

Eni Côte d'Ivoire Ltd, est la société impliquée dans les activités d'exploration et de production en Côte d'Ivoire, employant 152 personnes dans le pays. Elle est principalement impliquée dans l'exploitation de la plateforme offshore Baleine, un vaste champ de pétrole et de gaz associé découvert en 2021, et du champ Calao, découvert en 2024, dont le contenu est estimé 3-5 Tcf de gaz en place. Pour toutes les activités liées aux opérations Upstream de Pétrole et Gaz, Eni Côte d'Ivoire Ltd utilise la norme ISO 26000:2010 comme document de référence pour l'intégration de la responsabilité sociale dans ses activités, politiques, stratégies, procédures et objectifs.

POINTS FORTS DE BALEINE ET CALAO	2,5 milliards de barils standard Total du pétrole présent dans le champ Baleine	3,3 téra pieds cubes standard Gaz total présent dans le champ Baleine	3-5 Tcf de gaz en place Ressources potentielles présentes dans le champ Calao
BLOCS ENI EN CÔTE D'IVOIRE	7 blocs exploités	5 blocs en cours d'exploration 2 blocs en production	4 nouveaux blocs d'exploration à partir de décembre 2024
NOMBRE DE PERSONNES EMPLOYÉES DANS LE PAYS	152 (vs. 135 en 2023)		
NOMBRE D'ACCORDS DE COOPÉRATION ET DE PROTOCOLES D'ACCORD DANS LE PAYS	4 Accords de coopération avec les ONG 1 Accord de coopération avec une Organisation internationale 2 Accords avec un Institut d'enseignement supérieur 4 Protocoles d'accord avec les Ministères ivoiriens (santé, éducation, eaux et forêts, environnement et développement durable)		
PAIEMENTS AU GOUVERNEMENT DE LA CÔTE D'IVOIRE ^{a)}	154.9 €/million		

a) Paiement en espèces et en nature, concernant principalement les taxes, les droits de production, les redevances et les primes, effectué aux gouvernements dans le cadre des activités d'Eni en matière d'exploration, de prospection, de découverte et d'extraction de pétrole (y compris de condensats) et de gaz naturel.

ENI NATURAL ENERGIES (ENE)

La société Eni Natural Energies Côte d'Ivoire (ENE), filiale du groupe, opère principalement dans le domaine de la production de matières premières agricoles et d'huiles végétales à partir de résidus agro-industriels et agricoles pour approvisionner les bioraffineries d'Enilive. En 2024, la production d'huile de caoutchouc dans le pays a progressé de manière significative grâce à la poursuite de la collaboration avec la Fédération des Producteurs d'Hévéa de la Côte d'Ivoire (FPH-CI). Il s'agit d'une activité clé au sein de la chaîne de valeur des carburants durables, qui a un impact positif sur les familles d'agriculteurs locales. Au total, 6 000 agriculteurs et 162 coopératives ont participé à la campagne Hévéa 2024.

ENE a signé un accord d'approvisionnement d'un an en septembre 2024 pour la fourniture de 6 000 tonnes de Liquide de coque de noix de cajou (CNSL - Cashew Nut Shell Liquid) avec le principal producteur de la Côte d'Ivoire.

Les activités d'engagement des parties prenantes

Eni s'engage dans un dialogue continu avec ses parties prenantes, en les informant rapidement et ouvertement en encourageant leur participation afin de maximiser la création de valeur partagée à long terme tout en réduisant les risques de business. Dans le pays, Eni participe activement à de nombreuses activités d'engagement des parties prenantes au niveau local, dans le but d'établir des relations solides et franches avec tous les groupes de parties prenantes et de promouvoir une approche collaborative qui génère des impacts positifs sur le territoire. Les parties prenantes ont participé aux initiatives suivantes :

390+ parties prenantes cartographiées et supervisées en 2024

PERSONNEL D'ENI	- Négociation mensuelle avec les syndicats pour discuter des avantages et des améliorations des conditions de travail et de la vie sociale des agents/employés. - Célébration de la fête du travail le 1er mai. - Journée de dépistage et de sensibilisation au cancer du sein. - Campagne de sensibilisation à l'éducation alimentaire, sensibilisation des employés aux bonnes habitudes alimentaires. - Activité de renforcement de l'esprit d'équipe impliquant tous les employés pour les sensibiliser aux problématiques de diversité et d'inclusion. - Partage avec tous les employés la Politique de diversité d'Eni SpA & Inclusion Policy adoptée en Côte d'Ivoire.
LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES	- Campagne de changement de comportement du programme Clean Cooking visant à sensibiliser aux avantages environnementaux, sanitaires et nutritionnels liés à l'utilisation de foyers améliorés. - Poursuite de la collaboration avec la Fédération des Producteurs de Hévéa de la Côte d'Ivoire (FPH-CI).
INSTITUTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES	- Accord signé entre Eni et le Ministère des Eaux & Forêts le 28 novembre 2024, pour le démarrage du Projet de Conservation et de Restauration des Forêts Classées (CRCF) afin de générer les crédits carbone destinés à compenser les émissions de GES de Baleine Champs d'application 1 et 2 en contribuant à la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts dans le pays. - Protocole d'accord signé entre Eni et le Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de la couverture sanitaire universelle en décembre 2024 pour formaliser la collaboration entre l'entreprise et le Ministère sur l'amélioration de la santé communautaire et le renforcement du système de santé local. - Présentation des résultats de l'étude de faisabilité du projet de Conservation et de restauration des forêts classées (CRCF) d'Eni au Ministère des Eaux et Forêts. Le Ministère des mines, du pétrole et de l'énergie, des représentants de la communauté et d'autres parties prenantes ont assisté à cette présentation, qui marque une étape importante dans l'engagement d'Eni en faveur de la durabilité environnementale dans le pays. - Mise en œuvre du cours « Programme de formation au renforcement des capacités et à la gouvernance pour les projets de matières premières biologiques dans le secteur de l'énergie » destiné aux délégués ministériels ivoiriens, afin de renforcer les connaissances du personnel ministériel local concernant l'ensemble de la chaîne de valeur des biocarburants et les projets de durabilité lancés dans le pays.
ENTREPRENEURS, FOURNISSEURS ET PARTENAIRES COMMERCIAUX	Plusieurs entrepreneurs locaux ont été engagés pour fournir une large gamme de biens et de services pour la maintenance des actifs, la logistique et les services généraux : TIC, forage, gestion des projets, formation, HSEQ, services de santé, gestion d'événements.
UNIVERSITÉS, CENTRES DE RECHERCHE ET PÔLES D'INNOVATION	Accords de recherche et de formation avec l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB), le polytechnique de Milan, l'université de Pérouse et l'université de Pavie pour le renforcement des connaissances dans le secteur de l'énergie.
ORGANISATIONS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT	Accord de coopération avec CERCO Côte d'Ivoire pour l'initiative « Emplois durables » visant à développer des compétences professionnelles et des carrières pertinentes.

Eni Côte d'Ivoire a adopté l'application « Stakeholder Management System » (SMS) de l'entreprise qui a cartographié plus de 390 parties prenantes. Cette application permet la supervision des parties prenantes et une gestion rapide de leurs griefs et de leurs demandes. Un mécanisme de réclamation a été mis en place et annoncé aux parties prenantes lors des consultations publiques organisées dans le cadre des processus ESHIA. Aucun grief n'a été enregistré en 2024, et deux mécanismes de réclamation des griefs ont été mis en place, consacrés respectivement au projet Clean Cooking et aux initiatives de foresterie. Pour plus d'informations, se référer à la section [Engagement des parties prenantes dans la Déclaration de durabilité 2024 d'Eni](#).

Droits de l’Homme

L’engagement d’Eni en faveur des Droits de l’Homme est motivé par un sentiment de responsabilité à l’égard du bien-être des personnes et des communautés avec lesquelles l’entreprise interagit. Eni a adopté la Policy ECG sur le respect des Droits de l’Homme chez Eni, élaborée conformément aux Lignes Directrices des Nations unies sur les entreprises et les Droits de l’Homme (UNGP) et aux Lignes Directrices de l’OCDE à l’intention des entreprises multinationales. Conformément à cet engagement, Eni s’est engagée à garantir le respect des Droits de l’Homme dans toutes ses activités et dans celles de ses partenaires commerciaux, en plaçant la dignité des personnes au centre de ses préoccupations et en promouvant une approche fondée sur la prévention et la gestion des risques.

ENGAGEMENT DES DROITS DE L'HOMME

Les Droits de l'Homme ont été intégrés dans les politiques et les processus de gouvernance, notamment par la mise en place de cadres de formation appropriés.

DUE DILIGENCE

Eni a adopté un système de gestion qui comprend un ensemble de processus et d’outils permettant d’évaluer les questions, les risques et les impacts les plus pertinents en matière de respect des Droits de l’Homme.

ACCÈS AU RECOURS

Eni assure un traitement adéquat des plaintes par le biais du « Mécanisme de réclamation » et des canaux de dénonciation.

Dans l’exécution du modèle de Due Diligence, l’engagement des parties prenantes joue un rôle clé car il vise à recueillir tous les points de vue pertinents et à adopter les mesures de prévention et de gestion appropriées. En outre, l’accès permanent et adéquat aux mécanismes de réclamation/canaux de signalement et la gestion rapide des demandes facilitent la recherche de solutions en cas d’impact et, plus généralement, favorisent l’amélioration continue du système.

Dans le cadre du processus de Due Diligence d’Eni en matière de Droits de l’Homme, les projets de business sont évalués en fonction d’un modèle de hiérarchisation qui détermine le risque potentiel qu’ils présentent pour les Droits de l’Homme. La Phase 1 du projet Baleine a été évaluée à l’aide du modèle de hiérarchisation des Droits de l’Homme d’Eni, qui a abouti à un risque « moyen », c’est-à-dire nécessitant l’adoption de mesures spécifiques pour prévenir et gérer les impacts négatifs potentiels sur des questions clés relatives aux Droits de l’Homme, telles que le respect des droits des travailleurs par les travailleurs tiers et les impacts négatifs potentiels sur les droits des communautés pendant les activités de construction en raison des restrictions d’accès à certaines parties du terrain. En ce qui concerne le premier aspect, des clauses spécifiques relatives aux droits des travailleurs ont été incluses dans les contrats conclus avec les principaux fournisseurs. Quant au second aspect, des mesures spécifiques destinées aux groupes vulnérables ont été intégrées au Plan d’action pour la gestion des terres (PAGTP), en plus de celles déjà prescrites par la Norme de performance IFC n° 5¹. La Phase 2 de Baleine a été classée comme présentant un risque « faible », c’est-à-dire ne nécessitant aucune mesure préventive spécifique ou supplémentaire concernant les Droits de l’Homme.

1 <https://www.ifc.org/content/dam/ifc/doc/2010/2012-ifc-performance-standard-5-en.pdf>

Anti-corruption

LE PROGRAMME DE CONFORMITÉ ANTI-CORRUPTION

Eni SpA a adopté le Programme de Conformité Anti-corruption, un système organique de règles, de contrôles et de garanties organisationnelles visant à prévenir la corruption et le blanchiment d’argent. Le Programme de Conformité Anti-corruption a évolué au fil du temps en vue d’une amélioration continue et, depuis 2024, l’ensemble du système de gestion de la conformité d’Eni SpA a été certifié ISO 37301:2021 « Systèmes de gestion anti-corruption ». Le programme est incarné par la MSG Anti-corruption et détaille les instruments normatifs qui fournissent le cadre pour l’identification des activités à risque de corruption et de blanchiment d’argent. Ces outils sont adoptés par Eni Côte d’Ivoire Ltd.

GARANTIES ANTI-CORRUPTION CONTRE LES TIERS À RISQUE

Conformément aux instruments normatifs anti-corruption d’Eni, les tiers exposés à un risque de corruption font l’objet d’une Due Diligence anti-corruption, une collecte structurée d’informations visant à vérifier, selon une approche fondée sur le risque, des aspects tels que la reconstitution de la structure de l’actionnariat, l’existence d’enquêtes ou de condamnations pour des infractions pertinentes, la présence de fonctionnaires et d’éventuels conflits d’intérêts, ainsi que l’adoption d’un Programme de Conformité Anti-corruption. La profondeur des contrôles dépend du type de transaction et de tiers, du pays de référence et des informations publiques disponibles. À cet égard, une unité spécialisée (Integrity Due Diligence Competence Centre) a été mise en place au niveau du siège en 2023 dans le but d’effectuer des contrôles de Due Diligence anti-corruption sur les tiers potentiels à risque dans l’ensemble du groupe. L’unité est chargée de rationaliser, d’optimiser et de numériser les contrôles de conformité, tout en laissant la responsabilité des processus de Due Diligence entre les mains des lignes de business.

LE CONTRÔLE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Le risque de corruption des fournisseurs potentiels est contrôlé au moyen d’un processus de qualification. Il évalue la capacité technique, la fiabilité économique et financière, le profil éthique et de réputation et, pour les cas à plus haut risque, l’adoption d’un Programme de Conformité Anti-corruption. Les contrats comportent des clauses d’intégrité de business qui prévoient des droits d’audit pour Eni dans les cas à haut risque et des recours contractuels en cas de violation des obligations de conformité, en plus du respect des principes du Code éthique et de la MSG Anti-corruption. Les sous-traitants sont également soumis à des audits préalables pour s’assurer de leur fiabilité sur le plan de l’éthique et de la réputation, et leurs contrats, rédigés exclusivement par écrit, sont censés inclure des engagements de conformité équivalents à ceux du fournisseur principal.

FORMATION ANTI-CORRUPTION

Eni croit fermement en la diffusion, à tous les niveaux de l’entreprise, d’une culture orientée vers la légalité et le respect des règles, des valeurs d’intégrité et des principes de conduite et de contrôle adoptés par l’entreprise. À cet égard, Eni met en œuvre un programme de formation anti-corruption destiné aux employés par le biais de cours d’apprentissage en ligne et d’événements en classe, divisé en ateliers généraux et en formations spécifiques à l’emploi portant sur des chiffres et des domaines professionnels présentant un risque moyen/élevé de corruption. Pour optimiser l’identification des bénéficiaires des initiatives de formation, une méthodologie « fondée sur le risque » a été définie pour la segmentation systématique du personnel d’Eni sur la base de facteurs de risque spécifiques, notamment le pays, la qualification et le domaine professionnel. Une méthodologie d’évaluation des risques basée sur les éléments spécifiques des différentes sociétés associées a été définie pour déterminer les opportunités périodiques des programmes de formation. En 2024, les nouvelles formations en ligne « Code éthique et Anti-corruption » et le Programme de Conformité Anti-corruption ont été dispensés aux employés d’Eni Côte d’Ivoire.

116 employés ont participé à la formation en ligne « Code éthique et Anti-corruption » et 9 employés à la formation en ligne « Programme de Conformité Anti-corruption »

Neutralité carbone d'ici 2050

PLAN DE DÉCARBONISATION D'ENI

Eni SpA fait face aux défis posés par un contexte énergétique de plus en plus complexe et en évolution rapide avec une stratégie visant à réduire progressivement les émissions directes et indirectes liées à ses activités de business, tout en fournissant les produits énergétiques requis par ses clients. Cette stratégie combine les besoins globaux suivants : (i) la durabilité environnementale ; (ii) la sécurité de l'approvisionnement, en assurant la disponibilité ininterrompue de ressources énergétiques suffisantes pour alimenter les activités humaines et garantir les Droits de l'Homme fondamentaux ; (iii) l'équité énergétique, comprise comme la possibilité pour les citoyens d'avoir un accès équitable et non discriminatoire à une énergie adéquate, fiable et abordable. En réponse à ces défis, Eni SpA considère depuis 2016 la réduction des émissions de GES comme une priorité, étant parmi les premiers du secteur à établir une série d'objectifs, qui sont devenus de plus en plus ambitieux au fil des ans. Ces objectifs visent à améliorer les performances en matière d'émissions de GES des actifs exploités. Depuis 2020, Eni SpA a défini une trajectoire vers la neutralité carbone, exprimée par une série d'objectifs avec des étapes intermédiaires qui conduiront progressivement à des émissions de GES Net Zéro dans les champs d'application 1, 2 et 3 d'ici 2050, liées au cycle de vie des produits énergétiques vendus, à la fois en termes absolus et en termes d'intensité.

Pour atteindre ces objectifs, des leviers de décarbonisation et des technologies ont été identifiés pour les différentes activités de business d'Eni SpA, ainsi que pour les territoires où l'entreprise est présente. Ils seront adoptés et adaptés de manière ciblée, avec des horizons temporels qui tiennent compte de la maturité technologique et commerciale de chaque solution.

Pour plus d'informations sur les objectifs du plan de décarbonisation et les principaux leviers et technologies prévus, voir [Eni for 2024 - Neutralité carbone d'ici 2050](#).

Dans ce cadre, Eni SpA encourage le développement de projets et d'initiatives visant à réduire les émissions de GES dans les différents pays où elle opère, en tenant compte des caractéristiques socio-économiques et environnementales locales, ainsi que des besoins et des attentes des parties prenantes dans la région. Voici les principales actions menées en Côte d'Ivoire, réparties par domaine d'intervention ou technologie de décarbonisation, qui contribuent à la réduction globale des émissions d'Eni SpA.



Décarboniser l'énergie d'aujourd'hui

BALEINE : LE PREMIER PROJET DE DÉVELOPPEMENT UPSTREAM ZÉRO ÉMISSION NETTE (SCOPE 1 ET 2) EN AFRIQUE

Domaine d'intervention : [Portefeuille Upstream \(Pétrole et Gaz\)](#)

En 2021, Eni a découvert un vaste champ de pétrole et de gaz associé à 70 km de la côte d'Abidjan, à une profondeur de 1 200 mètres. Cette découverte, baptisée Baleine, est la plus importante découverte d'hydrocarbures jamais réalisée par une entreprise énergétique en Côte d'Ivoire, et c'est également la première découverte commerciale dans le pays depuis 20 ans. L'exportation vers la côte de la production de gaz associé est une démarche stratégique, car elle permet d'augmenter l'offre nationale et régionale, en tirant parti de l'importante production d'électricité et du système électrique du pays. La production de pétrole, quant à elle, permettra de stimuler les exportations, contribuant à la croissance économique du pays. Le projet Baleine est développé en trois phases :

1. Production via le premier FPSO (unité flottante de production, de stockage et de déchargement), qui a démarré et s'est achevé en 2023.
2. Production via un deuxième FPSO, qui a commencé à la fin de 2024.
3. D'autres développements sont prévus pour porter la production totale du champ à 150 000 barils/jour de pétrole et 200 millions de pieds cubes/jour de gaz.

Avant de lancer le développement du projet Baleine, Eni SpA a réalisé une évaluation de l'impact environnemental, social et sanitaire (ESHIA), conformément à la législation en vigueur ainsi qu'aux normes Eni et aux meilleures pratiques internationales, afin d'identifier et d'évaluer les impacts et les risques potentiels que les activités prévues pourraient avoir sur l'environnement et les communautés locales. Grâce à cette évaluation, Eni a défini et mis en œuvre un ensemble de mesures d'atténuation et de gestion visant à réduire les effets négatifs potentiels sur l'environnement, la santé et la société, y compris un engagement actif des parties prenantes concernées dans les processus décisionnels.

Baleine a été développé avec d'excellentes performances HSE grâce à l'approche accélérée unique d'Eni, qui consiste à mener de front les phases de conception, d'autorisation et d'exécution. Un aspect innovant du projet était la réutilisation et la rénovation d'un navire FPSO existant pour la Phase 1 et 2 du projet, qui a été remis à neuf et modernisé sur le plan technologique afin d'assurer un démarrage accéléré. La réutilisation du FPSO existant permet d'optimiser les frais et les délais et de minimiser la consommation d'énergie et de matériaux de construction. Le projet comprenait également la construction d'un gazoduc d'exportation de 90 km, dont 80 km en mer et 10 km à terre, reliant le FPSO à l'installation de réception à terre située à Abidjan. Début novembre 2023, le premier gaz produit à partir du champ Baleine a été transporté à terre pour être utilisé dans la production d'électricité, contribuant ainsi à répondre à la demande énergétique du pays.

Baleine devrait être le premier projet de développement Upstream à émissions nettes (Champs d'application 1 et 2) en Afrique. Cela est possible grâce à l'adoption des meilleures technologies disponibles (telles que la purge des torches à l'azote, éclairage LED, système photovoltaïque, entraînements à vitesse variable, unité de récupération des torches et des événements, unité de récupération de la chaleur résiduelle, mise à niveau du générateur à double carburant), qui minimisent l'empreinte carbone des opérations, y compris les solutions d'usine à haut rendement, les processus de récupération d'énergie, la réduction et le contrôle des émissions fugitives. Les émissions résiduelles sont compensées par des initiatives de foresterie et des projets de cuisson propre, qui contribuent également à la création de valeur pour les parties prenantes locales, conformément à l'approche d'Eni en matière de développement durable. En outre, un large éventail d'initiatives sociales dans les domaines de la formation professionnelle, de l'éducation, de la santé et de la diversification économique complètent la collaboration d'Eni avec le pays et témoignent de l'engagement de l'entreprise en faveur d'une Transition Juste.

Après le démarrage de la Phase 1 en 2023, conformément au calendrier, Eni a entamé avec succès la Phase 2 de production du champ Baleine en décembre 2024, marquant ainsi une étape cruciale dans le développement de l'offshore ivoirien. Grâce à cette étape, la production atteindra 60 000 barils de pétrole par jour au premier trimestre 2025 et 70 millions de pieds cubes de gaz associé (équivalent à 2 millions de mètres cubes). Dans la Phase 2, l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) Petrojarl Kong est déployée aux côtés de l'unité flottante de stockage et de déchargement (FSO) Yamoussoukro pour l'exportation du pétrole, tandis que 100 % du gaz traité répondra à la demande locale d'énergie grâce à la connexion avec le gazoduc construit au cours de la Phase 1 du projet. Cette

Baleine devrait devenir le premier projet en amont à émissions nettes zéro en Afrique (Scope 1 et 2), grâce au déploiement des meilleures technologies disponibles

Les émissions résiduelles seront entièrement compensées par des projets de foresterie et de cuisson propre qui vont générer valeur locale et soutenir l'engagement d'Eni en faveur d'une Transition Juste

3,3 téra
pieds cubes
standard
gaz total présent dans
le champ

réalisation consolide le rôle de la Côte d'Ivoire en tant que pays producteur dans le scénario énergétique mondial, renforçant l'accès à l'énergie à l'échelle nationale et régionale. Le développement rapide de la Phase 2 de Baleine confirme l'excellent délai de mise sur le marché d'Eni, amélioré également par la rénovation et la réutilisation des deux unités. La décision finale d'investissement pour le projet a été prise en décembre 2022. La Phase 1 a débuté en août 2023, les activités de développement de la Phase 2 étant menées en parallèle et achevées en toute sécurité.

Total du pétrole présent dans le champ : 2,5 milliards de barils standard



3–5 Tcf de gaz
potentiellement
en place dans
le champ Calao

CALAO : LA DEUXIÈME PLUS GRANDE DÉCOUVERTE DU PAYS

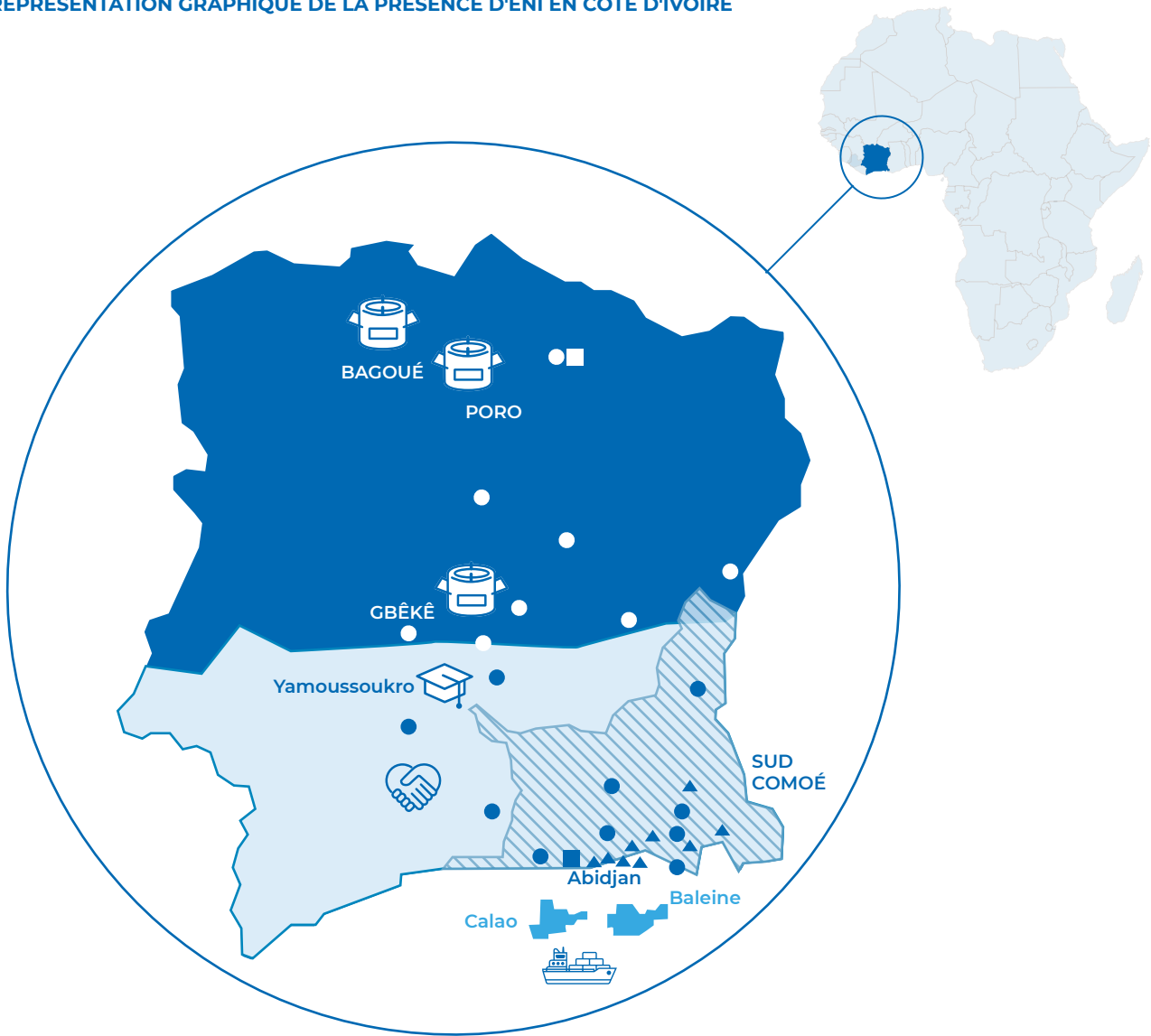
Domaine d'intervention : Portefeuille Upstream (gaz)

Le Président de la République de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, et le Directeur Général d'Eni, Claudio Descalzi, se sont rencontrés à Abidjan le 7 mars 2024 pour discuter des activités de la société dans le pays, y compris les résultats positifs du puits d'exploration Murène 1X qui a conduit à la découverte de Calao.

Les opérations de forage ont eu lieu à environ 45 kilomètres de la côte dans le bloc CI-205, atteignant une profondeur de 5 000 mètres dans des eaux d'une profondeur d'environ 2 200 mètres. Le puits a rencontré du pétrole léger, du gaz et des condensats dans divers intervalles d'âge cénomanien caractérisés par des valeurs de perméabilité bonnes à excellentes. Les évaluations préliminaires indiquent des ressources potentielles comprises entre 3 – 5 Tcf de gaz en place. Il est prévu de forer au moins deux puits d'évaluation. En cas de succès, une phase de test suivra pour confirmer les propriétés dynamiques du champ. La campagne d'évaluation devrait se dérouler au cours des deux prochaines années. La négociation de quatre nouvelles licences a commencé immédiatement après la découverte de la zone de Calao, qui ont été attribuées à la fin de l'année 2024. Des études géologiques et géophysiques sont déjà en cours pour les quatre nouvelles licences. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie plus large d'Eni's² visant à renforcer son portefeuille d'exploration en Côte d'Ivoire. Les nouveaux blocs représentent une opportunité stratégique d'identifier des situations similaires à celle de Calao et d'évaluer les perspectives d'exploration basées sur les infrastructures (ILX) autour d'un futur centre de production potentiel.

2 Eni gère le bloc en partenariat avec Petroci Holding.

REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DE LA PRÉSENCE D'ENI EN CÔTE D'IVOIRE



LÉGENDE
DES SYMBOLES

 **Matières premières agricoles**
Production d'huile végétale à partir des graines d'hévéa

 **Projet forestier**
Lagunes & Comoé

 **Opérations en amont**

 **Projets de développement local Abidjan & Sud Comoé**
▲ Écoles publiques
● Centres de santé
■ Formation professionnelle

 **Distribution de foyers améliorés**
Gbêkê, Poro et Bagoué

 **INP-ESPE**
Master amont et aval, Formation technique



117 000
foyers améliorés
distribués depuis
juin 2022

+585 000
bénéficiaires

1 300
villages touchés
par l'initiative

PROGRAMME CLEAN COOKING (PROGRAMME DE CUISSON PROPRE)
EN CÔTE D'IVOIRE

Domaine d'intervention : Compensées en carbone

En juin 2022, Eni a lancé son premier programme Clean Cooking, en collaboration avec le gouvernement ivoirien et l'ONG AVSI Foundation (Association des Volontaires pour le Service International). Ce programme vise à promouvoir l'adoption de foyers améliorés, qui constituent une alternative plus durable et plus efficace aux méthodes de cuisson traditionnelles (c'est-à-dire les feux à trois pierres ou les braseros rudimentaires) pour les communautés vulnérables.

Les combustibles traditionnels utilisés par les ménages ruraux en Côte d'Ivoire sont le bois et le charbon de bois, qui sont considérés comme des ressources de biomasse, mais la manière dont ils sont récoltés et produits est considérée comme non durable car elle contribue à la déforestation, à la dégradation des sols et au changement climatique. Grâce à leur efficacité accrue, les foyers améliorés, qui sont testés dans les laboratoires certifiés par Clean Cooking Alliance, réduisent considérablement la consommation de biomasse non durable et génèrent des crédits carbone³ à haute intégrité (certifiés selon les normes les plus reconnues sur le marché volontaire du carbone).

À la fin de l'année 2024, le programme a permis l'accès à des systèmes de cuisson améliorés à plus de 585 000 personnes dans plus de 1 300 villages au centre (région de Gbêkê) et au nord (régions du Poro et de la Bagoué) du pays. Plus de 117 000 foyers ont été distribués depuis son lancement en 2022, avec l'objectif ambitieux d'atteindre 500 000 foyers et plus de 2,2 millions de personnes d'ici 2030.

En février 2024, Eni a réalisé une évaluation de base à Nawa, une nouvelle région où Eni prévoit d'étendre son programme Clean Cooking et ses activités en 2025. Cette évaluation a consisté à collecter des données par le biais d'enquêtes, d'engagements communautaires et de tests de performance des cuisines afin de mesurer la consommation de combustible des ménages. Les résultats ont fourni des informations précieuses sur les technologies de cuisson existantes, l'ampleur de la déforestation, les émissions de carbone et les effets directs sur la santé liés aux pratiques de cuisson traditionnelles. Ces informations sont essentielles pour mesurer l'impact et l'efficacité du programme dans le temps.

Une étape importante a été franchie par le programme en décembre 2024, lorsque Eni a terminé avec succès le premier processus d'évaluation requis par le Verified Carbon Standard de VERRA pour l'émission de crédits carbone certifiés et de haute qualité. L'évaluation a porté sur la première année du projet (2022-2023) et a confirmé l'évitement de 62 000 tonnes de CO₂. Eni prévoit de lancer un deuxième processus d'évaluation en 2025 pour vérifier les impacts positifs du projet et délivrer des crédits carbone supplémentaires, afin de soutenir la réalisation des objectifs Net Zéro, notamment en ce qui concerne les émissions dans les Champs d'application 1 et 2 du projet Baleine.

L'un des aspects clés du Programme Clean Cooking d'Eni est la relation continue avec les villages et les communautés, qui est cruciale pour la réussite du programme car elle favorise la prise de conscience et aide les familles à adopter des systèmes de cuisson plus durables et plus sains. Ce résultat est obtenu grâce à une supervision régulière, à des enquêtes sur le terrain et à un système logiciel dédié couplé à une application pour une collecte de données et un rapport efficaces sur le terrain. Des points focaux locaux sont postés dans chaque village pour s'assurer que les foyers sont utilisés correctement, qu'ils fonctionnent bien et qu'ils sont remplacés si nécessaire. À cette fin, un mécanisme de réclamation spécifique a été mis en place pour répondre rapidement à toute préoccupation ou plainte relative aux appareils distribués.

Des activités spécifiques liées aux avantages de la cuisson propre pour la santé ont été lancées en 2024, en particulier un premier projet pilote visant à mesurer la variation des paramètres liés à la pollution de l'air des ménages avant et après l'introduction de foyers améliorés.

Le programme favorise également le développement économique local : tous les foyers sont fabriqués en Côte d'Ivoire par l'entreprise locale Green Ker. Grâce au succès du programme et au soutien apporté à l'amélioration et à l'industrialisation de la production, Green Ker a pu investir dans de nouvelles machines et embaucher des travailleurs supplémentaires, ce qui a permis de multiplier par deux sa capacité de production.

3. Certifié conformément aux normes du marché volontaire reconnues au niveau international et accompagné de certifications supplémentaires pour attester des avantages socio-environnementaux des activités du projet. Voir la section [Compensation et suppression des émissions de GES dans la Déclaration de durabilité](#). Les normes internationales reconnues comprennent le Verified Carbon Standard (VCS) de Verra ou le Gold Standard (GS). En outre, les crédits sont accompagnés d'une certification supplémentaire, telle que la norme CCBS (Climate Community & Biodiversity Standards) ou la norme SD VIsa (Sustainable Development Verified Impact Standard), qui atteste de leurs avantages socio-environnementaux (par exemple, la conservation de la biodiversité, le développement économique et l'amélioration des conditions de vie des communautés locales).

Focus on

Journées de l'écologie et du changement climatique 2024

Dans le cadre du Programme Clean Cooking, Eni a parrainé en mai 2024 les « Journées de l'écologie et du changement climatique 2024 », un événement organisé par le Ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique (MINEDDTE). Au cours de l'événement, Eni a organisé une session de formation pour 26 femmes, chacune représentant un village différent, afin de démontrer l'utilisation de foyers améliorés. Après l'événement, Eni a distribué 2 500 foyers améliorés dans les 26 villages sous la supervision du MINEDDTE. Des représentants du MINEDDTE ont assisté à l'événement, qui a été l'occasion de souligner l'importance du partenariat en cours entre Eni et le Ministère, ainsi qu'avec les préfectures et sous-préfectures locales et d'autres parties prenantes avec lesquelles Eni collabore régulièrement dans le cadre du programme Clean Cooking (Cuisson propre).

Entretien avec Ami Diarra Ouattara

Quel est le rôle d'AVSI dans la mise en œuvre du projet « Promotion des technologies de cuisson propre en Côte d'Ivoire » ?

Le rôle d'AVSI est avant tout d'identifier les zones d'intervention avec Eni et d'impliquer les communautés bénéficiaires du projet. La distribution de foyers améliorés à la population cible s'accompagne d'activités de sensibilisation et de promotion du changement de comportement pour assurer leur utilisation correcte, dans le but d'en maximiser les avantages.

Comment AVSI engage-t-elle les communautés à promouvoir l'adoption de foyers améliorés ?

L'approche de la mise en œuvre des activités est participative. À chaque étape du projet, AVSI implique et informe les autorités administratives et traditionnelles, les dirigeants communautaires et la population locale. Les hommes et les femmes participent aux séances de sensibilisation organisées avant la distribution des foyers

améliorés. Les dirigeants communautaires désignent également des points focaux chargés de suivre régulièrement les familles bénéficiaires et de veiller à la bonne utilisation des foyers au fil du temps.

Quelles sont les stratégies les plus efficaces pour encourager un changement de comportement à l'égard des méthodes de cuisson traditionnelles ?

La sensibilisation dans les villages et l'accompagnement rapproché des familles par les points focaux communautaires jouent un rôle crucial.

Tout d'abord, il est essentiel de comprendre la perception de la population face à l'introduction d'un nouveau mode de cuisson.

Ensuite, les efforts doivent se concentrer sur la sensibilisation et le partage des bénéfices par le biais de témoignages directs. Enfin, des activités récréatives sont organisées pour encourager la participation.

Entretien



AMI DIARRA OUATTARA
Coordinatrice+ des
activités de terrain
en Côte d'Ivoire (AVSI
Korhogo)

99

14
forêts classées

156 000
hectares couvrant

300 000
bénéficiaires

PROTECTION ET RESTAURATION DES FORÊTS EN CÔTE D'IVOIRE

Domaine d'intervention : [Compensations carbone](#)

La Côte d'Ivoire, l'un des pays africains où le taux de déforestation est le plus élevé, a perdu plus de 90 % de sa couverture forestière au cours du siècle dernier. Les forêts restantes sont très fragmentées et dégradées en raison du développement des activités agricoles, de l'industrie du bois et de l'expansion urbaine, et nécessitent de toute urgence des efforts de conservation et de restauration. En novembre 2024, Eni a signé une convention avec le gouvernement ivoirien pour la mise en œuvre du projet Conservation et Restauration des Forêts Classées (CRCF) suite à une étude de faisabilité lancée en septembre 2022. Le projet, conçu par Eni en collaboration avec le Ministère ivoirien des Eaux et Forêts, se concentrera sur 14 forêts classées sur une superficie totale de 156 000 hectares dans les régions des Lagunes et de la Comoé.

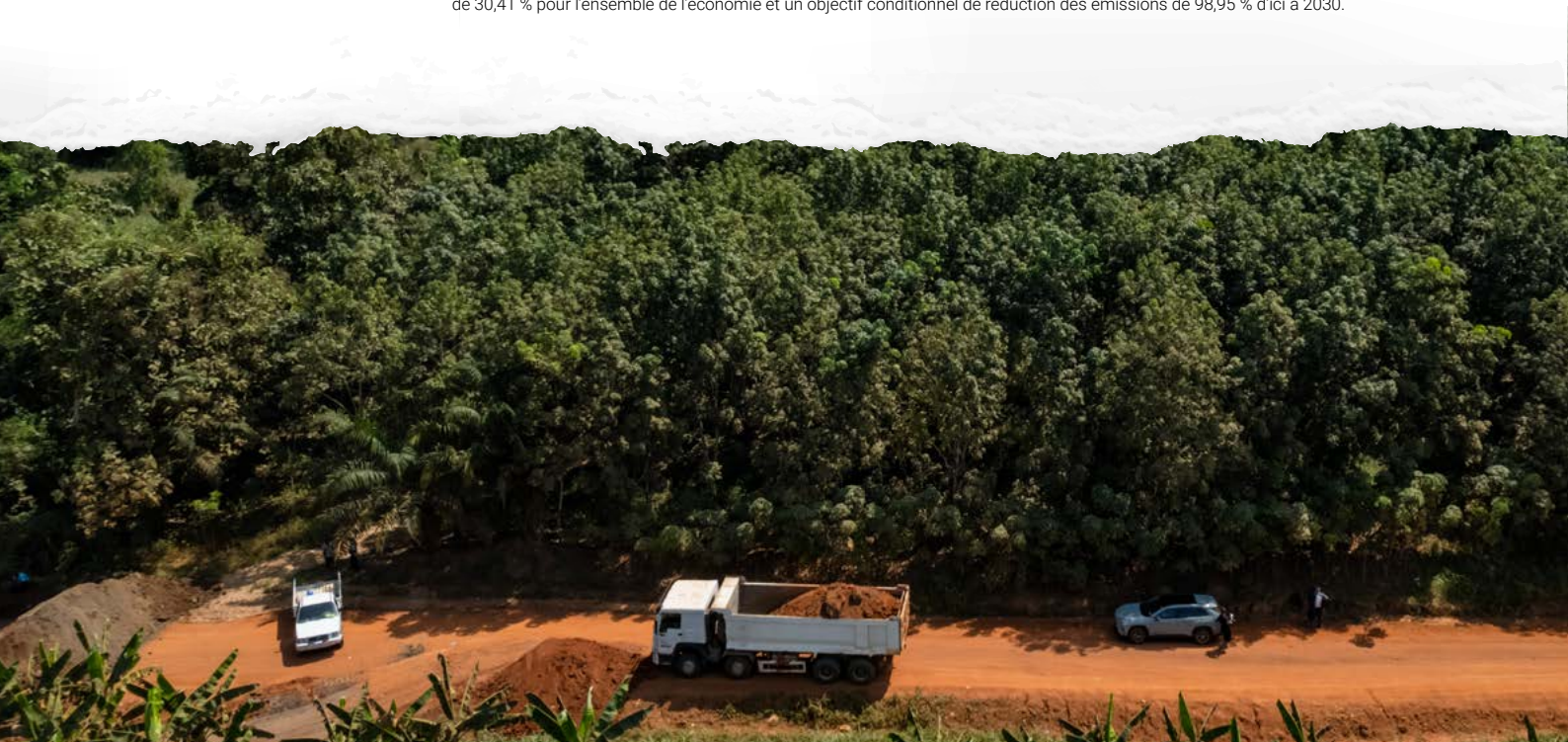
Le projet CRCF comprend deux domaines d'intervention principaux. La première intervention vise à préserver 80 000 hectares de forêt naturelle et la biodiversité en renforçant les activités de contrôle existantes pour prévenir la déforestation, les incendies et le braconnage. Ce projet sera soutenu par un vaste programme de sensibilisation et de formation auquel participeront les communautés locales et les institutions de compétence. La seconde intervention se concentre sur la restauration des zones forestières en plantant environ 12 millions d'arbres d'espèces locales sur 13 000 hectares de terres abandonnées et dégradées. Cette activité sera complétée par des initiatives d'agroforesterie visant à promouvoir des pratiques agricoles plus durables, améliorant ainsi la productivité des terres cultivées.

Le projet CRCF générera des crédits carbone de haute qualité visant à compenser les émissions de GES des Champs d'application 1 et 2 de Baleine, tout en soutenant les Contributions déterminées au niveau national (NDC)⁴ et la stratégie du gouvernement visant à réduire la déforestation et à augmenter les zones forestières.

En 2025, le projet fera l'objet d'un premier processus de validation par la norme internationale de certification VERRA-CCB, et les premiers crédits carbone devraient être générés en 2026. Outre les avantages liés à la réduction de l'impact sur l'environnement, l'initiative aura des effets socio-économiques significatifs, bénéficiant à plus de 300 000 personnes grâce à la création de nouveaux moyens de subsistance et d'opportunités économiques.

Pour plus d'informations sur la compensation carbone, voir la section [Compensation et suppression des émissions de GES dans la Déclaration de durabilité](#) et la section [Compensation carbone chez Eni for 2024 - Une Transition Juste](#).

4 - La Côte d'Ivoire a présenté sa NDC révisée en 2022. Le pays s'engage à atteindre un objectif inconditionnel de réduction des émissions de 30,41 % pour l'ensemble de l'économie et un objectif conditionnel de réduction des émissions de 98,95 % d'ici à 2030.



66

Entretien avec Jérôme Laporte

Quel est le rôle d'Eticwood dans la mise en œuvre du
Projet de Conservation et de Restauration des Forêts
Classées (CRCF) en Côte d'Ivoire ?

Après avoir réalisé l'étude de faisabilité en 2023, Eticwood a été chargé par Eni de mettre en œuvre le projet CRCF à partir de la fin de 2024. La société est responsable de la coordination générale du projet, qui couvre 14 forêts classées. Concrètement, Eticwood travaille en étroite collaboration avec les institutions publiques ivoiriennes, en particulier le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF) et la Société de Développement Forestier (SODEFOR). Elle établit des partenariats avec des organisations locales et soutient les communautés environnantes dans la réalisation d'activités de conservation et de restauration des forêts. Ces activités comprennent la plantation d'arbres, des campagnes de sensibilisation à l'environnement, la supervision participative des forêts et le développement d'activités génératrices de revenus compatibles avec la préservation des écosystèmes forestiers.

Quels sont les principaux impacts et bénéfices
générés par le projet dans les zones ciblées, et
comment les communautés locales seront-elles
impliquées dans les activités du projet ?

Le projet de conservation et de restauration des forêts classées devrait avoir un impact significatif à plusieurs niveaux – environnemental, social et économique – tout en impliquant fortement les communautés locales dans sa mise en œuvre.

Impacts sur l'eau et le climat :

- Réduction significative des taux de déforestation dans les zones ciblées.
- Augmentation du couvert forestier et restauration plus durable des écosystèmes.
- Amélioration de la supervision et de la prévention.
- Contribution à la résilience hydrologique des masses d'eau.

Impacts sur la biodiversité :

- Préservation et régénération de la biodiversité locale.
- Protection des espèces en danger.

- Augmentation de la diversité et de l'abondance de la faune dans les forêts restaurées.

Impacts sur les communautés locales :

- Création d'emplois dans les domaines de la plantation, de l'entretien et de la supervision sur une période de 30 ans.
 - Renforcement des compétences techniques en agroforesterie et gestion plus durable des ressources.
 - Développement de chaînes de valeur et d'activités génératrices de revenus (apiculture, produits forestiers non ligneux, etc.).
 - Amélioration de l'accès aux services de base dans certaines zones (eau, soins de santé, infrastructures communautaires).
- En outre, le projet garantit la participation active des populations locales à toutes les phases programmation, mise en œuvre et supervision :
- Organisation de formations ciblées et de séances de sensibilisation à l'environnement.
 - Mise en place de comités villageois de gestion forestière et de systèmes de gouvernance participatifs.
 - Soutien aux organisations communautaires pour garantir l'appropriation à long terme des résultats.

Quelle est la valeur ajoutée de la collaboration Eni-
Eticwood dans le cadre de cette initiative ?

La collaboration entre Eni, entreprise énergétique internationale engagée dans la transition énergétique, et Eticwood, société de conseil spécialisée dans la gestion durable de la foresterie et des ressources naturelles, représente un levier stratégique majeur pour la réussite du projet de conservation et de restauration des forêts classées. Grâce à ce partenariat complémentaire, Eni apporte des ressources financières, une vision stratégique axée sur la neutralité carbone et la capacité d'aligner les actions du projet sur ses engagements plus larges dans le pays. Pour sa part, Eticwood apporte une expertise technique approfondie en matière de restauration écologique, de foresterie communautaire, de cartographie et de supervision environnementale, garantissant ainsi une mise en œuvre rigoureuse et scientifiquement fondée.

Entretien



JÉRÔME LAPORTE
DG Eticwood

99

Investir dans les nouvelles énergies

6 000
agriculteurs
et
164
coopératives
participant à l'initiative

PRODUCTION D'HUILE VÉGÉTALE COMME MATIÈRE PREMIÈRE DURABLE POUR LES BIORAFFINERIES

Domaine d'intervention : Initiatives sur les matières premières agricoles

En 2021, Eni et la République de Côte d'Ivoire, représentée par le ministre des mines, du pétrole et de l'énergie, ont signé un accord de collaboration sur des projets axés sur la compensation des émissions, les énergies renouvelables et le développement durable. Parmi ces projets figure la production d'huile végétale à partir de sous-produits agricoles dans la chaîne de valeur de l'hévéa, qui servira ensuite de matière première agricole pour la production de biocarburants. Cette initiative a été lancée avec la signature d'un accord avec la fédération ivoirienne des producteurs de caoutchouc (appelée Fédération des producteurs d'hévéas (FPH-CI)) en juillet 2023. FPH-CI représente plus de 200 000 familles impliquées dans la culture du latex. La certification de l'huile végétale par l'ISCC-EU, l'un des principaux programmes européens de développement durable dans le secteur des énergies renouvelables, souligne son importance pour la communauté locale. En effet, cette collaboration génère des avantages économiques directs pour des milliers d'agriculteurs et de coopératives et permet la valorisation des graines d'hévéa. Les graines d'hévéa sont traditionnellement considérées comme des résidus agricoles inutilisés et servent principalement à replanter des arbres d'hévéa dans la région. Depuis le lancement du projet, le modèle opérationnel mis en œuvre en Côte d'Ivoire consistait à géolocaliser les plantations et à mener des campagnes de collecte tests dans des zones stratégiquement situées pour le traitement ultérieur des graines en vue de la production d'huile végétale. Les plantations d'hévéas sont bien réparties le long de la zone côtière et dans le sud-ouest du pays, en particulier près de la frontière avec le Liberia, ainsi que dans le centre et l'est de la Côte d'Ivoire. Eni soutient les activités de collecte de semences en distribuant des petites balances, des sacs pour peser correctement les semences et des humidimètres pour mesurer la teneur en humidité des semences, un facteur crucial pour la production d'huile végétale. Une plateforme agronomique adaptée aux géographies africaines a été développée par Eni pour traiter toutes les données pertinentes. Une fois collectées, les graines sont traitées dans une usine de pressage locale près d'Abidjan, gérée par une tierce partie et équipée de technologies avancées telles que l'extraction à l'hexane. En octobre 2023, moins de trois mois après la signature du contrat avec FPH-CI, la première huile de graines d'hévéa a été produite avec succès. Dans le cadre de sa stratégie, Eni a continué à renforcer et à diversifier son portefeuille d'huiles végétales en Côte d'Ivoire jusqu'en 2024. Un accord d'approvisionnement d'un an a été signé en septembre 2024 pour la fourniture de 6 000 tonnes de Liquide de coque de noix de cajou (CNSL) avec le principal producteur de la Côte d'Ivoire. Ce projet de matières premières agricoles est non seulement essentiel à la stratégie globale de décarbonisation d'Eni, mais il contribue également de manière significative au développement local en créant de nouvelles opportunités d'emploi et en fournissant des sources de produits supplémentaires aux communautés tout au long de sa chaîne d'approvisionnement. 6 000 agriculteurs et 164 coopératives ont participé activement à la campagne de semences d'hévéa en 2024.



Entretien avec Jacques Datte Yao

Que fait le Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Production Alimentaire pour valoriser les résidus agricoles ?

Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Production Alimentaire (MINADERPV) de la Côte d'Ivoire a mis en place plusieurs initiatives de valorisation des résidus agricoles en collaboration avec des partenaires techniques et financiers. Le Plan national de développement (PND) (actuellement dans la Phase 2021-2025) et le Programme national d'investissement agricole (PNIA) promeuvent une agriculture qui limite les pertes et les gaspillages, notamment par la valorisation énergétique, alimentaire ou industrielle des résidus et la pleine utilisation des produits agricoles pour générer de la valeur ajoutée. Les actions concrètes prévues comprennent l'introduction de solutions durables de gestion des déchets, le soutien au recyclage et à la réutilisation des intrants agricoles et la promotion de l'éco-conception. Ces efforts visent à optimiser la collecte des déchets et à augmenter les taux de recyclage, un objectif clé pour l'industrie, qui a déjà obtenu des résultats significatifs avec plus de 102 000 tonnes collectées d'ici 2024.

Comment le projet d'Eni visant à valoriser les graines de caoutchouc s'inscrit-il dans les politiques publiques et le plan de développement du Ministère ?

Le projet d'Eni visant à valoriser les graines de caoutchouc s'inscrit dans le droit fil des politiques agricoles publiques, en particulier du Plan national de développement (PND) et du Programme national d'investissement agricole (PNIA). Le PNIA, lancé en 2010, vise à transformer les exploitations agricoles familiales en unités modernes, compétitives et résilientes. Il se concentre sur la diversification des chaînes de valeur agricoles, la gestion durable des cultures de rente et l'industrialisation de la transformation des matières premières agricoles. Le développement des graines de caoutchouc s'inscrit dans cette démarche, avec pour objectif d'augmenter le taux de transformation locale des matières premières agricoles, notamment le caoutchouc. Quant au PND, il encourage l'innovation dans le secteur agricole afin de diversifier les produits et d'accroître la résilience des exploitations. Le PND peut également améliorer la compétitivité des produits agricoles en renforçant les chaînes de valeur. Il s'agit notamment d'améliorer les rendements des cultures de rente

telles que le caoutchouc et de promouvoir la transformation locale. La valorisation des graines de caoutchouc s'inscrit dans cette dynamique en offrant de nouvelles opportunités économiques et en contribuant à la diversification des produits issus de cette culture.

Quels sont les avantages et l'importance de la collaboration public-privé pour ce projet ?

La collaboration public-privé entre le Ministère de l'Agriculture de la Côte d'Ivoire et Eni dans le cadre de la valorisation des graines d'hévéa présente plusieurs avantages stratégiques et revêt une importance économique, sociale et environnementale considérable :

- Développement du secteur industriel : biocarburants,
- Création d'emplois ruraux et lutte contre la pauvreté, Un approvisionnement régulier en huile végétale pour la production de biodiesel, c'est-à-dire un marché en pleine expansion en Europe et dans le reste du monde, garantissant ainsi une matière première durable et renouvelable,
- Ce partenariat renforce la position d'Eni dans les projets de développement durable en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire étant le premier producteur africain de caoutchouc naturel, ce qui constitue une base solide pour un approvisionnement stable en graines d'hévéa,
- Transfert de technologie et renforcement des capacités locales,
- Positionnement de la Côte d'Ivoire en tant qu'acteur africain innovant dans le domaine de la bioéconomie et de l'utilisation durable des ressources,
- Amélioration de l'efficacité des systèmes agricoles et réduction de leur impact sur l'environnement.

Quels sont les avantages de ce type d'initiative pour les agriculteurs et les coopératives concernés ?

Ce type d'initiative fournit :

- Produits supplémentaires pour les agriculteurs et les coopératives,
- L'autonomisation des femmes, qui sont souvent impliquées dans les activités initiales de collecte et de traitement,
- Amélioration de l'accès aux marchés et aux infrastructures (par exemple, les coopératives sont équipées de matériel de collecte, de centres d'assemblage ou de transport, grâce au cofinancement). Implication des petits agriculteurs dans la chaîne de valeur, qui sont souvent exclus des circuits de commercialisation formels.

Entretien



JACQUES DATTE YAO
Direction Générale pour
la Promotion des
Agro-Industries (DGPAI)



Partenariats pour la décarbonisation

98,8
tCH₄/an
de réduction des
émissions fugitives
grâce à la campagne
LDAR en 2024

OIL & GAS METHANE PARTNERSHIP (OGMP) EN CÔTE D'IVOIRE

Conformément à l'engagement d'Eni à atteindre la **Gold Standard** dans le cadre du Oil & Gas Methane Partnership 2.0 (OGMP 2.0), Eni Côte d'Ivoire a mis en œuvre plusieurs activités clés axées sur la supervision des émissions en 2024 :

- **Analyse complète** : une analyse complète des émissions fugitives du FPSO Baleine et des Installations de réception à terre (ORF - Onshore Receiving Facilities), basée sur la documentation technique, a été réalisée.
- **Campagne LDAR (Leak Detection And Repair)** : à l'aide d'une caméra d'imagerie optique des gaz OGI (Optical Gas Imaging), une campagne de suivi des émissions fugitives a permis d'identifier 33 fuites sur le FPSO Baleine et 3 fuites sur les installations ORF. Fin 2024, 27 fuites sur le FPSO Baleine et les 3 fuites sur les installations ORF ont été colmatées avec succès. Grâce à la campagne LDAR, les émissions fugitives ont été réduites de 113,2 tCH₄/an à 14,4 tCH₄/an après les réparations.
- **Mesures des émissions de méthane (sur le FPSO et les ORF) pour la Gold Standard de l'OGMP** : des capteurs laser de méthane installés sur des drones ont été utilisés pour mesurer les émissions au niveau du site, conformément aux exigences de niveau 5 de l'OGMP.

Ces initiatives soulignent l'engagement d'Eni Côte d'Ivoire en faveur d'une surveillance et d'une réduction rigoureuses dans le cadre des efforts de gestion environnementale d'Eni pour la décarbonisation.



Focus on

Lancement du premier Rapport local de développement durable en Côte d'Ivoire en 2023

Le lancement du Rapport local de développement durable 2023 en Côte d'Ivoire a marqué une étape importante pour la position d'Eni en matière de durabilité dans le pays. Un événement officiel a été organisé le 24 octobre 2024, réunissant des représentants institutionnels, des partenaires, des ONG et des employés, afin d'annoncer la publication du rapport et de partager les réalisations mises en évidence dans le document. L'événement a commencé par une présentation des initiatives les plus marquantes d'Eni et un aperçu de la contribution de l'entreprise aux objectifs de développement du pays. Le programme s'est ensuite poursuivi avec une série de panels inspirants et perspicaces sur la transition énergétique, les partenariats stratégiques et les chaînes d'approvisionnement plus durables. Le premier panel s'est concentré sur l'énergie et la décarbonisation, où les experts ont discuté de l'approche pionnière d'Eni en matière de croissance durable. Les collaborations avec des partenaires locaux pour des initiatives de cuisson propre, telles que Green Ker, ont été soulignées comme étant essentielles pour faire progresser la réduction des émissions et intégrer les technologies propres dans les projets de l'entreprise. Le sujet s'est déplacé vers le développement de partenariats avec un examen plus approfondi du travail qu'Eni mène en collaboration avec des institutions telles que l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny. L'accent a été mis sur la manière dont les partenariats établis par Eni créent de précieuses opportunités en matière d'éducation et de perfectionnement, et contribuent à la diversification économique de la région. Enfin, le dernier panel était consacré aux meilleures pratiques de l'entreprise pour construire une chaîne d'approvisionnement responsable et inclusive. En mettant l'accent sur les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et sur le contenu local, la conversation a souligné l'engagement d'Eni en faveur de pratiques plus durables qui profitent à la fois à l'entreprise et aux communautés qu'elle sert. La journée s'est clôturée par un moment de networking, qui a permis de renforcer les liens et de tracer de nouvelles voies pour un avenir durable en Côte d'Ivoire.

Focus on

Participation au premier salon SIREXE sur les ressources minières et énergétiques

Du 27 novembre au 2 décembre 2024, Eni a participé au premier salon international des ressources minières et énergétiques – SIREXE – à Abidjan, qui portait sur les politiques et stratégies de développement durable. SIREXE est le premier salon à réunir les secteurs des mines, du pétrole et de l'énergie en Côte d'Ivoire. En permettant aux entreprises, aux investisseurs et aux décideurs politiques de se rencontrer, de partager leurs expériences et de forger de nouveaux partenariats Sud-Sud et Nord-Sud, SIREXE a pour ambition de devenir la plateforme incontournable d'échanges et de collaboration de tous les acteurs impliqués dans les mines, les hydrocarbures et l'énergie en Afrique et dans le monde. Les principaux thèmes du salon 2024 comprenaient l'exploration des meilleures pratiques pour un développement de plus en plus durable dans les industries extractives et énergétiques, l'identification de solutions innovantes pour promouvoir une croissance responsable dans ces secteurs, et la recherche de moyens pour concilier les activités industrielles avec une plus grande protection de l'environnement. Mario Bello, Directeur de la région Afrique subsaharienne, et Luca Faccenda, Directeur Général d'Eni en Côte d'Ivoire, ont pris la parole au nom d'Eni SpA pour discuter des défis en matière de durabilité et des solutions mises en œuvre par Eni dans la production d'hydrocarbures et dans la chaîne de valeur de la transformation des graines Hévéa. Au cours de l'événement, Eni a signé des contrats avec le Ministère des mines, du pétrole et de l'énergie de la Côte d'Ivoire pour l'achat de 4 nouveaux blocs d'exploration dans l'offshore du pays. En outre, Eni a signé un accord avec le Ministère des eaux et forêts pour lancer un projet de préservation et de restauration de 14 forêts sur une superficie de 155 000 hectares dans le pays.



Protection de l'environnement

Pour Eni, les objectifs d'une durabilité environnementale constituent un pilier fondamental pour atteindre la voie vers la Neutralité carbone d'ici 2050. Une attention particulière est accordée à une utilisation progressivement plus efficace des ressources naturelles, une gestion correcte des déchets, à la protection de la biodiversité et des services écosystémiques, ainsi qu'à l'adoption de modèles favorisant les processus circulaires.

Une évaluation de l'impact environnemental, social et sanitaire a été réalisée pour les Phases 1 et 2 du projet Baleine, conformément à la réglementation locale et aux normes Eni qui régissent les activités environnementales des projets upstream.

Eni Côte d'Ivoire a obtenu la certification ISO 14001 pour les systèmes de gestion environnementale en décembre 2024, couvrant tous les sites situés dans le pays.



Gestion de l'eau

Les prélèvements d'eau d'Eni en Côte d'Ivoire se limitent exclusivement à l'eau de mer et s'élevaient, en 2024, à environ **13,2 Mm³**. L'eau est principalement utilisée pour le refroidissement dans le cadre des activités de production et pour produire de l'eau douce destinée à la cuisson et à l'usage personnel dans les habitations de l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO). Pour garantir la qualité de l'eau, une partie des eaux usées et des eaux de pluie est collectée par les systèmes de drainage des installations offshore et traitée sur place avant d'être rejetée en mer, conformément aux seuils réglementaires locaux. Tandis que les eaux usées telles que le lisier sont collectées dans des bennes et envoyées à terre par bateau, puis collectées par un entrepreneur local chargé des services de traitement des eaux usées.

13,2 Mm³
prélèvements d'eau
100 % d'eau de mer

Gestion des déchets

Les déchets produits sur les sites de la Côte d'Ivoire proviennent principalement des opérations de forage et des activités de l'FPSO. En 2024, le total des déchets produits sur l'ensemble des sites s'élevait à environ 0,02 million de tonnes, soit une réduction par rapport à 2023. Cette diminution est principalement attribuée aux activités de construction limitées en 2024, qui contribuent généralement à des volumes de déchets plus élevés, ainsi qu'aux initiatives de réduction des déchets.

**0,02 Million
de tonnes**
de déchets produits

Initiatives de réduction des déchets :

La baisse de la production de déchets s'inscrit dans le cadre des efforts continus visant à optimiser l'efficacité opérationnelle et à minimiser l'impact sur l'environnement. Les stratégies comprennent :

- Amélioration des programmes de tri et de recyclage des déchets;
- Mise en œuvre d'un nettoyage automatique des cuves, en lien avec l'unité de traitement des décantations, qui permet de réduire la quantité de déchets traités à terre;
- Adoption de systèmes de forage en circuit fermé pour réduire les pertes de fluides;
- Amélioration des pratiques de gestion des déchets des entrepreneurs et utilisation de technologies respectueuses de l'environnement telles que la pyrolyse, qui a le potentiel d'être une technologie de gestion des déchets respectueuse de l'environnement.



Valeur de notre personnel

Chacun d’entre nous

40 %
des employés d’Eni
résident en Côte
d’Ivoire

L’engagement d’Eni en faveur du bien-être, de la protection et du développement de ses collaborateurs se traduit par des actions visant à consolider les compétences, à renforcer la diversité, à préserver la santé et la sécurité, et à promouvoir le respect des Droits de l’Homme. En 2024, l’effectif direct d’Eni Côte d’Ivoire a atteint **152** personnes , renforçant ainsi sa présence dans la région par rapport à l’année précédente (135 employés en 2023), dont **61** employés résidant en Côte d’Ivoire. L’approche d’Eni en matière de Diversité & Inclusion (D&I) repose sur les principes fondamentaux de la non-discrimination, de l’égalité des chances et de l’inclusion de toutes les formes de diversité, ainsi que de l’intégration et de l’équilibre entre le travail et les préoccupations personnelles et familiales du personnel d’Eni. Des initiatives en matière de Diversité & Inclusion (D&I) ont été lancées en 2024 : communication sur les activités locales en matière de diversité et d’inclusion, promotion de la diversité des genres et programme de parrainage pour les nouveaux expatriés.

Focus on

Eni Côte d’Ivoire accueille un « Atelier national sur la sécurité et les Droits de l’Homme »

En 2024, Eni Côte d’Ivoire a accueilli l’« Atelier national sur la sécurité et les Droits de l’Homme », organisé par le Département de la sécurité d’Eni Côte d’Ivoire. L’atelier a réuni les partenaires et fournisseurs de sécurité de l’entreprise pour discuter et assurer la mise en œuvre des règles et principes fondamentaux en matière de Droits de l’Homme dans leur travail quotidien, visant à protéger les personnes et les biens. Il a servi de plateforme idéale pour renforcer l’importance du respect des Droits de l’Homme dans les opérations de sécurité et pour s’assurer que les partenaires sont bien équipés pour faire respecter ces normes. Cette initiative a également impliqué la participation du Responsable des Ressources Humaines et Services, qui a souligné l’importance d’intégrer les principes des Droits de l’Homme dans tous les aspects des opérations d’Eni Côte d’Ivoire, en insistant sur le rôle critique que chaque individu joue dans cette mission.



Formation

Eni considère la formation comme un outil fondamental pour accompagner le changement et créer de la valeur, et la rend accessible à travers des activités d’apprentissage en présentiel et à distance. Eni propose des initiatives de formation ciblées qui favorisent le développement du capital humain, avec des contenus allant de la formation technique et professionnelle à la formation transversale et au développement personnel.

En 2024, le nombre total d’heures de formation s’élevait à 6 036, en phase avec le développement des activités en Côte d’Ivoire.

Les initiatives les plus pertinentes destinées aux employés d’Eni Côte d’Ivoire au cours de l’année ont notamment porté sur : des cours techniques sur le forage et des cours professionnels liés à la transition énergétique et à l’économie, des cours sur la sécurité (avec la participation d’un employé à la 17e édition du master HSEQ lancé en septembre 2024 au siège d’Eni), des cours sur la « sécurité comportementale » et des cours sur la « Tolérance zéro : violence et harcèlement au travail », ainsi que des cours en matière d’anti-corruption, Code éthique Eni et sur le Système de conformité et de sanctions.

Suite à l’accord signé fin 2021 entre Eni Côte d’Ivoire, Eni Corporate University et l’Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB), une série d’initiatives de formation et de renforcement des capacités destinées aux étudiants ivoiriens s’est poursuivie en 2024, conformément aux programmes lancés les années précédentes. En particulier, la deuxième édition du programme de formation technique multidisciplinaire destiné aux opérateurs de production et de maintenance a été menée à bien, et la gestion académique conjointe des deuxièmes éditions du « Mastère Professionnel Développement et Production des Gisements d’Hydrocarbures » et du « Mastère Professionnel Raffinage et Distribution des Produits Pétroliers » s’est poursuivie. Ces post-masters sont ouverts aux étudiants ivoiriens et font intervenir des enseignants internes d’Eni en plus du corps professoral de l’INP-HB. Une troisième édition a débuté en septembre 2024 et s’achèvera en 2025.

GRANDES INITIATIVES EN COLLABORATION AVEC INP-HB	
MASTER UPSTREAM ET DOWNSTREAM	En 2024, la 2e édition des deux Masters a été achevée avec 30 étudiants inscrits, et une 3e édition a été lancée en septembre 2024.
OPÉRATEURS DE PRODUCTION ET DE MAINTENANCE	La deuxième et dernière édition de cette formation a accueilli 39 personnes et s’est achevée en septembre 2024.
BOURSES D’ÉTUDES POUR LES ÉTUDIANTS IVOIRIENS	En collaboration avec l’Université Polytechnique de Milan, l’Université Polytechnique de Turin, l’Université de Pérouse et l’Université de Pavie, Eni octroie des bourses dans le but de développer des ressources dotées d’une formation multidisciplinaire, englobant des domaines d’expertise intégrés et synergiques (par exemple, les énergies renouvelables, la chimie verte, les biomasses, les bioraffineries, le big data, la numérisation, le stockage d’énergie, etc.) qui viendront compléter le modèle de compétences « traditionnel » du secteur du pétrole et du gaz. En 2024, Eni a distribué des bourses à quatre étudiants de Côte d’Ivoire.

En plus de financer les initiatives décrites ci-dessus, Eni soutient plus de **33 stagiaires** qui suivent une formation en cours d’emploi dans différents départements de l’entreprise pendant un an, notamment dans le domaine commercial, de la production et de la logistique.

Pour Eni, il est essentiel de travailler avec les gouvernements et les organisations pour définir des politiques et des réglementations au niveau régional. Dans ce contexte, Eni a apporté son témoignage aux cours de renforcement des capacités organisés en Côte d’Ivoire par le Programme des Nations unies pour l’environnement (PNUE) et l’Observatoire international des émissions de méthane (IMEO) à l’intention des gouvernements et des responsables des compagnies pétrolières nationales (CPN).

Entretien



EMMANUEL YEO
Participant Master
INP-HB édition
2022-2023

Entretien avec Emmanuel Yeo

Quel était votre parcours avant de rejoindre le programme de master d'INP-HB ?

Avant de rejoindre le programme Eni - ECU - INPHB, j'ai obtenu un Post-Master en ingénierie pétrolière. À partir de là, j'ai pu acquérir une expérience professionnelle dans différents secteurs de l'industrie. En fait, j'ai travaillé comme opérateur dans un centre de remplissage de gaz butane. J'ai également travaillé à la raffinerie nationale de la Côte d'Ivoire en tant qu'assistant chargé de préparer les arrêts de maintenance des unités de raffinage.

Comment ce programme vous a-t-il aidé à développer vos connaissances techniques ?

La formation a été dispensée par le biais de conférences interactives, de tutoriels, de séances d'exercices et d'examens de fin de module. Je dois admettre que j'ai beaucoup appris. De nombreux concepts étaient totalement nouveaux pour moi et la formation était de haut niveau. Nous avons dû nous efforcer d'absorber une grande quantité d'informations en peu de temps et d'être capables d'en saisir tous les aspects, en faisant des distinctions entre les différents concepts. Le programme m'a permis d'acquérir de nombreuses connaissances et de nouer des liens humains significatifs avec des personnes d'horizons divers. Il m'a également inculqué une discipline d'apprentissage et d'exécution des tâches que je ne soupçonnais pas avant cette expérience. Ce programme m'a donné l'occasion d'accéder à une industrie passionnante et en constante évolution, où les possibilités de croissance et de spécialisation sont nombreuses, me permettant ainsi de contribuer au développement du secteur pétrolier dans mon pays.

Pouvez-vous nous parler de votre stage et de votre emploi chez Eni ?

Le stage a été une période enrichissante au cours de laquelle j'ai beaucoup appris de mes responsables et de mes collègues. C'est également à cette époque que j'ai eu l'occasion de partir en mer pour la première fois. J'ai découvert la vaste gamme de métiers et de services offerts par l'industrie pétrolière offshore, ainsi que le rôle clé que joue la sécurité dans la protection des vies humaines, de la biodiversité et des actifs de l'entreprise. Eni m'a alors proposé un contrat en tant que spécialiste de l'intégrité des actifs au sein du département des opérations. Dans le cadre de mes fonctions, je suis responsable de la supervision de la mise en œuvre des programmes de gestion de l'intégrité des actifs (pour les équipements et les installations) et des activités de soutien technique connexes. L'objectif est de maintenir un niveau élevé de performance, d'efficacité et d'efficacité. Il s'agit de s'assurer que les actifs restent en bon état de fonctionnement et conformes aux normes techniques et réglementaires, notamment par le biais d'inspections, d'analyses de risques et de programmation de la maintenance.

Si vous aviez un conseil à donner à d'autres jeunes sur le programme de master, quel serait-il ?

Je leur conseillerais de toujours se fixer des objectifs élevés et de se donner les moyens de les atteindre par l'apprentissage, le travail et la détermination. Le travail bien fait est comme une bonne graine plantée dans un sol fertile - il finit toujours par produire des résultats significatifs et bénéfiques pour ceux qui s'y consacrent. Je les encourage donc à continuer à s'améliorer, à continuer à apprendre et à acquérir de nouvelles compétences. Leur heure viendra bientôt.

Sécurité

Eni garantit la sécurité sur le lieu de travail, quelle que soit la situation. En 2024, un incident lié au travail s'est produit en Côte d'Ivoire pour un entrepreneur et aucun incident avec des conséquences graves n'a été enregistré. L'index de fréquence des accidents totaux enregistrables (TRIR) de la main-d'œuvre était égal à 0,26 (le TRIR des employés étant égal à 0). En outre, Eni procède périodiquement à des exercices d'urgence pour tester l'efficacité des procédures d'intervention en cas d'urgence et, le cas échéant, de mettre en œuvre des mesures d'amélioration. Au cours de l'année 2024, un exercice d'urgence de niveau 2 et un exercice d'urgence de niveau 3 ont été réalisés sous forme d'exercices sur table, en plus de trois exercices d'urgence de niveau 1. Les exercices d'urgence simulent des scénarios d'urgence ayant un impact potentiel sur les personnes, les biens et l'environnement, par l'activation de l'équipe d'urgence et l'utilisation d'équipements et de moyens d'intervention d'urgence, en testant les flux de communication internes et externes avec les autorités compétentes. En novembre 2024, Eni a obtenu la certification ISO 45001 sur les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité pour les sites situés en Côte d'Ivoire.

0,26 TRIR
(taux d'accidents
enregistrables /
heures travaillées)

PRINCIPALES INITIATIVES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	
ÉVALUATION DES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	Mise en œuvre de l'évaluation des compétences en matière de sécurité (SCA) afin d'évaluer les compétences liées à la sécurité et aux questions opérationnelles au moyen de questionnaires spécifiques basés sur le travail effectué, et d'identifier ainsi les domaines de sécurité potentiels qui pourraient nécessiter une formation spécifique afin de combler les lacunes en matière de savoir-faire et de renforcer la sécurité sur le lieu de travail.
ENGAGEMENT PERSONNEL EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ	Outil numérique, accessible via le portail MyEni, qui peut être utilisé pour effectuer un test afin d'évaluer l'Engagement HSE et planifier ensuite diverses activités (visites, réunions ou événements de communication HSE) et promouvoir des pratiques vertueuses telles que Stop Work Authority ⁵ et Safety Stand Down ⁶ .
PACTE POUR LA SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT	Un outil développé par le centre de compétence en matière de sécurité d'Eni pour sensibiliser au facteur humain, largement reconnu comme la première cause d'incident sur les sites d'Eni. Il est basé sur un accord et un partenariat entre Eni Côte d'Ivoire et ses entrepreneurs afin d'atteindre ensemble l'objectif commun de « Zéro Incident » qui peut affecter la sécurité des personnes, mais aussi l'environnement.
PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS	Les principes fondamentaux de la sécurité des procédés (PSF - Process Safety Fundamentals) sont un ensemble de règles opérationnelles, destinées au personnel travaillant en première ligne dans les usines de traitement, visant à prévenir les événements liés à la sécurité des procédés. Ces règles visent à fournir au personnel d'exploitation, qu'il s'agisse d'employés ou d'entrepreneurs, un outil utile pour concentrer l'attention sur les principaux aspects permettant de garantir la sécurité des processus et, dans le même temps, pour encourager et diffuser la culture de la sécurité et de l'intégrité des actifs.
JOUER & APPRENDRE	Promotion d'une nouvelle plateforme de jeu qui permet aux employés d'améliorer leurs connaissances et leur sensibilisation aux Règles d'or de sécurité et aux Principes fondamentaux de la sécurité des procédés.

5 Ce principe encourage un comportement consciencieux et vertueux pour assurer la protection de tous les travailleurs. Tout employé, quel que soit le site, est habilité à interrompre une activité lorsqu'il détecte un comportement ou une situation dangereuse.
6 Principe organisationnel qui permet aux travailleurs d'interrompre leurs activités professionnelles pour discuter et réexaminer les questions de sécurité pertinentes à tout moment jugé approprié.



Santé et bien-être des personnes

1 752
services de santé

735
participation à des
initiatives de promotion
de la santé

154
employés inclus dans
les programmes de
surveillance de la santé

Eni considère la Santé, dans toutes ses dimensions physiques, mentales et sociales, comme des Droits de l'Homme fondamentaux. Pour protéger et promouvoir le bien-être des travailleurs, des familles et des communautés et garantir une gestion adéquate des risques dans les environnements de travail, l'entreprise a mis au point un système de gestion de la santé qui comprend la médecine du travail et l'hygiène industrielle, l'assistance sanitaire et les urgences, la médecine des voyages, la promotion de la santé et la santé mondiale. Le système, intégré dans tous les domaines opérationnels, est soutenu par des prestataires de soins de santé qualifiés et des collaborations avec des universités, des institutions et des centres de recherche. La santé, qui est au cœur de la stratégie et des modèles opérationnels de l'entreprise, contribue à la réalisation d'une transition énergétique « juste » pour les populations des zones géographiques où l'entreprise opère. Il est de plus en plus important d'étudier les nouveaux risques et opportunités liés à la santé dans le contexte de la transition énergétique afin de définir des domaines de recherche clés pour renforcer les systèmes de santé des travailleurs et de la société. En 2024 en Côte d'Ivoire, des activités de protection de la santé des travailleurs ont été mises en œuvre en ce qui concerne l'environnement de travail, les méthodes d'exécution des activités de travail et les facteurs de risques professionnels. Les services médicaux et les prestations liées à la santé sont entièrement garantis aux employés d'Eni et à leurs familles, ce qui témoigne de l'engagement fort de l'entreprise en faveur du bien-être de son personnel. Eni fournit une couverture d'assurance maladie complète, garantissant l'accès aux soins médicaux essentiels et aux traitements spécialisés en cas de besoin. En outre, l'entreprise soutient les mères qui travaillent en leur accordant deux heures de congé quotidien pour l'allaitement, en favorisant un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée et en promouvant la santé de la mère et de l'enfant. Eni a également maintenu une surveillance active des épidémies et des pandémies. Cet effort implique une supervision continue des menaces émergentes et actuelles pour la santé publique, telles que les épidémies de maladies infectieuses, les risques zoonotiques et les urgences sanitaires mondiales. Parallèlement, Eni a progressivement amélioré ses plans de préparation aux situations d'urgence. Ces plans sont régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des risques, intégrer les enseignements tirés des crises sanitaires passées (par exemple, COVID-19) et s'aligner sur les lignes directrices nationales et internationales en matière de santé publique. En 2024, 1 752 services de santé ont été fournies aux employés, à leurs familles et aux agents sous contrat, 735 participations à des initiatives de promotion de la santé ont été enregistrées et 154 employés ont été inclus dans des programmes de surveillance sanitaire.



INITIATIVES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE BIEN-ÊTRE POUR LES EMPLOYÉS, LES FAMILLES ET LES COMMUNAUTÉS :

INFORMATION, COMMUNICATION ET SENSIBILISATION EN MATIÈRE DE SANTÉ

Communications internes sur des thèmes de santé pertinents tels que l'hypertension, le paludisme, le VIH-SIDA, destinées à tous les employés, principalement lors des journées mondiales de la santé, pour un total de 8 communications de sensibilisation en 2024.

OCTOBRE ROSE 2024 SENSIBILISATION ET DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN

Séance d'informations et de sensibilisation sur le cancer du sein pour les employées, avec distribution de gadgets et dépistage du cancer du sein (examen clinique par un gynécologue et mammographie).

PRÉVENTION DU PALUDISME

Fourniture de kits de diagnostic et de traitement du paludisme aux employés et à leurs familles, ainsi que de répulsifs contre les moustiques.

PROGRAMME D'ALIMENTATION SAINE

Dépistage des troubles nutritionnels et du surpoids/de l'obésité pour les employés, effectué par un nutritionniste, suivi d'un soutien nutritionnel et de bilans individuels.

SANTÉ MENTALE ET GESTION DU STRESS LIÉ AU TRAVAIL

Mise en œuvre d'une séance de sensibilisation sur la santé mentale et le stress lié au travail par un psychologue externe en novembre 2024. Cette activité a été suivie d'une enquête d'évaluation du stress lié au travail pour tous les employés en décembre. Une dernière séance de sensibilisation à la gestion du stress lié au travail a été organisée en décembre après la diffusion des résultats.

ACTIVITÉS DE SANTÉ POUR LES COMMUNAUTÉS

La mise en œuvre des activités de renforcement du système de santé dans la région du Sud-Comoé, c'est-à-dire la zone d'influence du projet Baleine, et un soutien supplémentaire aux établissements de santé ont été fournis dans l'ensemble du pays. Ces activités comprennent la réhabilitation, le renforcement des capacités, le don d'équipements et la sensibilisation des communautés. Au total, plus de 60 000 bénéficiaires ont été atteints. Pour plus d'informations, se référer au chapitre **Partenariats pour le développement - Santé communautaire**.

SANTÉ POUR TOUS : PROMOUVOIR L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ DE QUALITÉ POUR LES POPULATIONS VULNÉRABLES EN CÔTE D'IVOIRE

L'objectif du projet est de soutenir 65 établissements de santé gérés par des organisations confessionnelles (FBO) grâce à la formation du personnel médical, à la réorganisation des processus d'approvisionnement et de gestion, à l'achat de médicaments et à la mise en œuvre directe d'améliorations structurelles dans 13 établissements de santé sélectionnés, notamment en matière d'électricité et d'approvisionnement en eau.



Alliances pour le développement

Conformément à la stratégie de décarbonisation d'Eni et à l'Agenda 2030, les alliances pour le développement contribuent à la création de valeur pour toutes les parties prenantes et soutiennent l'engagement d'Eni en faveur d'une Transition Juste, axée sur l'accompagnement des personnes à travers les changements technologiques, culturels, sociaux et économiques. Selon l'approche « Dual Flag », l'action d'Eni repose sur un profond respect des individus, la connaissance des enjeux locaux et la volonté de travailler aux côtés des pays qui accueillent ses activités afin de promouvoir le développement durable à travers des partenariats et des collaborations avec des acteurs nationaux et internationaux.

L'approche d'Eni Côte d'Ivoire en matière de développement durable est énoncée dans le protocole d'accord signé en décembre 2021 avec la République de la Côte d'Ivoire qui, entre autres, fait explicitement référence à la mise en œuvre de projets de développement local et d'initiatives de compensation des émissions de carbone. Cet accord identifie des opportunités spécifiques de coopération entre l'entreprise et le pays à travers l'échange mutuel d'informations, de données et d'idées dans différents domaines d'intervention, conformément aux plans de développement nationaux, aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et à la stratégie de durabilité d'Eni.

Dans le cadre du projet Baleine Phase 1, un budget dédié aux initiatives de développement local a été alloué et un ensemble de projets ont été évalués et lancés dans différents secteurs d'intervention en fonction des priorités identifiées : accès à l'énergie, éducation, diversification économique et santé communautaire. Sept initiatives décrites ci-dessous, ont déjà été mises en œuvre en partenariat avec des ONG et des organisations internationales depuis 2023.



Projets de développement local

ACCÈS À L'ÉNERGIE

Avec le Programme Clean Cooking, Eni encourage la distribution de systèmes de cuisson améliorés dans les communautés les plus vulnérables de Côte d'Ivoire, ce qui a un impact positif sur l'accès à des systèmes énergétiques plus efficaces, ainsi que sur d'autres aspects du développement durable (par exemple, la protection de l'environnement, l'autonomisation des femmes, la réduction des risques sanitaires, etc.). Pour plus d'informations, voir « Clean cooking program in Côte d'Ivoire » dans la section ■ Neutralité carbone d'ici 2050.

ÉDUCATION

Eni a actuellement lancé trois projets communautaires en Côte d'Ivoire pour promouvoir l'accès à une éducation de qualité et à des cours de formation professionnelle.

Le projet « **Appui à une éducation primaire de qualité en Côte d'Ivoire** », mis en œuvre en partenariat avec l'ONG AVSI, a pour objectif d'améliorer l'accès au système éducatif et d'assurer un apprentissage de qualité aux élèves de l'école primaire. En outre, le projet contribue à combler le déficit de compétences scolaires de base qui affecte actuellement un nombre très important d'élèves, en particulier dans les communautés vulnérables.

En 2023, 8 écoles de la commune de Port-Bouët (Abidjan) ont été entièrement rénovées, et 14 autres écoles de Port-Bouët et de la région Sud-Comoé ont bénéficié d'une mise à niveau fonctionnelle avec de nouvelles installations sanitaires et un raccordement au réseau électrique. En outre, toutes les écoles ont été équipées de nouveaux bureaux, de bibliothèques mobiles, de livres et de kits informatiques, ainsi que de fournitures scolaires et d'articles d'hygiène en fonction de leurs besoins. Le programme est adapté à la fois aux élèves, qui reçoivent du nouveau matériel pédagogique et ont la possibilité de suivre des cours de rattrapage, et à la communauté scolaire : les enseignants bénéficient d'une formation spécifique et de cours de renforcement des capacités, et les parents participent à des campagnes de sensibilisation visant à promouvoir la valeur de l'éducation au sein de leur foyer et de leur communauté.

En 2024, après avoir achevé les interventions structurelles, le projet s'est adressé spécifiquement à la sécurité et au bien-être des élèves à l'école. En effet, les étudiants et les enseignants ont participé à des cours d'éducation à la paix et à la non-violence, et les enfants victimes de violences ont été orientés vers des centres sociaux qui leur ont apporté leur soutien. Des audiences pour les élèves de l'école primaire non inscrits au registre civil ont été organisées avec les autorités compétentes afin d'assurer la délivrance d'actes de naissance.

Le projet « **Emplois durables** » (Sustainable Jobs) mis en œuvre en partenariat avec CERCO Côte d'Ivoire vise à contribuer à la création d'emplois dans la région du Sud-Comoé en développant des compétences professionnelles liées aux besoins du marché et en favorisant de nouvelles carrières. L'objectif est d'offrir des programmes de perfectionnement qui renforcent l'employabilité des jeunes en proposant des formations spécialisées dans des secteurs à fort potentiel de croissance, en particulier l'industrie des TIC (technologies de l'information et de la communication).

Au cours des activités de formation, les participants reçoivent des instructions techniques approfondies pour assembler et réparer des smartphones et des appareils électroniques, ainsi que des sessions en classe sur le développement d'applications et le marketing numérique. À la fin de la formation, les diplômés sont aidés par CERCO Côte d'Ivoire à trouver des stages dans l'industrie et à décrocher un emploi.

Les étudiants participent à des séances d'orientation professionnelle qui leur permettent de se familiariser avec la dynamique du marché du travail et les compétences stratégiques requises. Les cours comprennent des présentations interactives sur les carrières actuelles et émergentes, un accent sur les parcours académiques nécessaires et des sessions impliquant les parents. Les technologies de réalité virtuelle sont utilisées pour l'immersion et l'analyse personnalisée des compétences et des intérêts des élèves. Les modèles de femmes dans l'industrie sont abordés au cours de l'orientation professionnelle par le biais de témoignages et d'histoires de réussite.

Le projet comprend également l'installation de 5 laboratoires informatiques entièrement équipés dans 5 écoles secondaires, chacun étant doté de 20 ordinateurs.

16 204
d'élèves du primaire
et du secondaire ayant
accès à des installations
améliorées

180
jeunes chômeurs
formés dans le secteur
des TIC

Focus on

Projet de formation professionnelle Pro-Jeunes

Le projet « Pro-Jeunes » est le fruit d'une collaboration tripartite entre le groupe Iveco et l'International Rescue Committee (IRC), une organisation non gouvernementale humanitaire et de développement internationale qui s'appuie sur l'expérience antérieure des partenaires en matière de programmes de formation professionnelle, en particulier les huit années d'expérience de l'IRC dans le soutien à l'employabilité des jeunes grâce à un programme mis en œuvre en collaboration avec le Département des institutions publiques du Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage (METFPA) de Côte d'Ivoire.

Le projet, mis en œuvre sur une période de deux ans, a permis de sélectionner et de former 300 jeunes issus de communautés vulnérables du nord et du sud du pays, en mettant l'accent sur les zones à fort taux de chômage. En participant à ces programmes, les étudiants ont acquis des compétences pratiques axées sur la demande qui leur ont permis d'intégrer avec succès le marché du travail dans les secteurs de l'énergie et de l'automobile respectivement.

Le projet comprenait :

- Entrepreneuriat et formation aux compétences de la vie courante : développer les connaissances et les outils nécessaires pour naviguer dans le monde des affaires.
- Formation technique : offrir des qualifications certifiées et pertinentes pour l'industrie dans les domaines de la mécanique automobile, de l'électricité domestique et de l'énergie solaire, augmentant ainsi l'employabilité des stagiaires.
- Soutien à l'intégration : mise en relation des participants avec des emplois salariés dans des entreprises locales ou des opportunités d'emploi indépendant, favorisant leur résilience économique à long terme et leur développement personnel.

Le programme combine une formation théorique et pratique avec une expérience sur le terrain dans des entreprises privées et publiques leaders du secteur. Ce projet représente un exemple vertueux de partenariat public-privé, dans lequel chaque acteur contribue activement à atteindre des résultats communs : le renforcement des compétences techniques dans des secteurs à forte demande de personnel de qualité, et le soutien à la recherche de stages et d'opportunités d'emploi.

Principaux enseignements tirés

- Le partenariat stratégique entre le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage et le secteur privé a permis l'élaboration d'un programme de formation de haute qualité qui garantit le respect des normes industrielles.
- L'accord conclu avec les lycées professionnels pour dispenser la formation a permis de réduire les frais et de valoriser leurs atouts et leur expérience éducative.
- La mise en place de comités pédagogiques a contribué à améliorer la gestion des sessions de formation et la performance des participants.
- La désignation de points focaux dans chaque centre de formation pour assurer la liaison a favorisé une communication et une coordination étroites entre les formateurs, les participants et le personnel administratif.
- L'engagement des parents et/ou des partenaires proches par le biais de séances de sensibilisation et de visites à domicile a été essentiel pour garantir l'inscription des jeunes au programme de formation du projet et maintenir leur participation au fil du temps. L'intégration des compétences de vie, de l'apprentissage socio-émotionnel et de la gestion financière de base dans le programme de formation a renforcé la confiance en soi des participants et leur capacité à prendre des décisions.
- Le projet a surmonté un obstacle important à l'assiduité en offrant des indemnités de transport, garantissant ainsi l'engagement et la participation pleine et entière des étudiants.

227
certificats de formation
délivrés aux étudiants
(144 sur l'électricité
domestique et solaire,
83 sur l'automobile)

144
jeunes ont décroché
des stages dans des
entreprises reconnues
et des institutions
publiques.

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Eni reconnaît que la création d'emplois décents et stables et la diversification des activités économiques sont essentielles pour stimuler la croissance durable et l'innovation. C'est pourquoi, en juillet 2023, Eni Côte d'Ivoire a signé un accord visant à mettre en œuvre une initiative destinée à renforcer les capacités entrepreneuriales dans l'industrie textile. C'est ainsi qu'est né le projet « **Ethical Fashion Initiative** » (initiative mode éthique), en partenariat avec le Centre du commerce international (ITC - International Trade Centre), une agence conjointe des Nations unies et de l'Organisation mondiale du commerce. L'objectif du projet était de créer un pôle de mode durable en Côte d'Ivoire capable de catalyser la demande de produits durables de haute qualité de la part des créateurs et stylistes nationaux et internationaux, en s'appuyant sur le réseau de l'ITC, permettant ainsi la consolidation d'une chaîne d'approvisionnement locale de petits artisans et entrepreneurs gravitant autour du pôle.

En novembre 2024, Eni et l'ITC ont inauguré un centre de formation et de production durable à Abidjan, qui a été rénové et équipé pour piloter le développement d'une chaîne de valeur locale de la mode durable. L'événement était organisé par STUDIO 4, une entreprise sociale créée dans le cadre du projet afin de gérer le centre de production et de promouvoir des programmes de formation professionnelle pour les travailleurs de l'industrie de la mode, les artisans, les designers, les marques, les entreprises industrielles et les institutions publiques, créant ainsi un réseau local pour soutenir l'activité du centre. Les travailleurs de STUDIO 4 ont été formés à la création de patrons, aux collections commerciales, au contrôle de la qualité, au traitement des fiches techniques des vêtements et aux outils de suivi des déchets. Les artisans du réseau STUDIO 4 et d'autres entreprises locales ont participé à une formation sur l'entrepreneuriat, l'application des principes ESG et des normes d'impact social afin de garantir la durabilité de l'ensemble de la chaîne de production. Au total, 260 entrepreneurs et artisans (dont 66 % de femmes) ont participé aux sessions de formation en 2024.

À la fin du projet, le centre emploiera 50 travailleurs locaux et activera un réseau de 100 artisans textiles reliant la production traditionnelle locale au marché des marques de mode internationales sous la gouvernance d'un système de Due Diligence en matière d'objectifs de développement durable.

260
entrepreneurs et
artisans locaux formés

100
artisans textiles
participant à l'Ethical
Fashion Initiative



SANTÉ COMMUNAUTAIRE

En mars 2023, Eni Côte d'Ivoire a signé deux accords de coopération avec des ONG internationales pour mettre en œuvre des projets de santé communautaire dans le pays, confirmant le dévouement et l'engagement de l'entreprise à soutenir la santé communautaire par le biais de programmes spécifiques visant à renforcer les systèmes de santé et les infrastructures locales.

Le premier projet, mis en œuvre en partenariat avec l'ONG CUAMM Doctors with Africa, améliore les services de santé, en particulier pour les groupes vulnérables tels que les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants, en soutenant le système de santé local dans les zones mal desservies du pays.

Le deuxième projet, mis en œuvre en partenariat avec l'ONG International Rescue Committee (IRC), cible six centres de santé publique et hôpitaux situés dans la région de Sud-Comoé, dans la zone d'influence du projet de développement Baleine, en réponse aux demandes formulées par les communautés locales lors des consultations publiques organisées dans le cadre du processus ESHIA.

Promouvoir l'accès aux services de santé de qualité pour les populations vulnérables en Côte d'Ivoire

Le projet soutient des structures sanitaires gérées par des organisations confessionnelles (FBO), coordonnées par l'Union de Religieux/euses qui travaillent dans la Santé et le Social en Côte d'Ivoire (URSSCI). Ces structures visent à fournir des services de santé aux communautés mal desservies, là où les besoins sont les plus pressants. En 2024, trois structures sanitaires ont été réhabilitées et une nouvelle maternité a été construite dans une structure sanitaire à Abidjan. Quatre ambulances ont été fournies à quatre structures sanitaires dans le but d'optimiser le réseau d'aiguillage et d'améliorer l'accès de la communauté à des services de santé de niveau supérieur.

Les systèmes énergétiques de cinq établissements de santé ont été améliorés grâce à l'installation de systèmes d'énergie solaire de secours durables (panneaux solaires et batteries). Une formation initiale a été dispensée au personnel technique des cinq structures sanitaires cibles sur l'utilisation et la maintenance de ces systèmes énergétiques durables.

La première cartographie des 71 structures sanitaires de l'URSSCI a été achevée en 2024, ainsi que l'élaboration d'un ensemble d'outils de collecte de données standard et de matériel de visibilité, afin de soutenir l'enregistrement des membres de l'URSSCI et leur intégration dans le réseau et les systèmes d'orientation du Ministère de la santé.

Des activités de formation pour les professionnels de la santé ont été menées tout au long de l'année grâce à l'organisation de divers cours, notamment sur la préparation aux catastrophes, les soins essentiels pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, la gestion de la malnutrition, la gestion des services de santé, la prévention et le contrôle des infections (IPC), ainsi que l'approvisionnement de médicaments et la gestion des stocks.

Renforcement du système de santé local dans la région du Sud-Comoé

Trois centres de santé ruraux ont été réhabilités en 2024 et dotés d'équipements médicaux, et quatre ambulances ont été fournies aux districts sanitaires d'Adiaké, de Grand-Bassam et d'Aboisso afin d'améliorer le système de référence et l'accès de la population à un niveau plus élevé de services de santé. Les travaux de réhabilitation et d'infrastructure Eau Assainissement Hygiène (WASH) ont débuté en octobre 2024 pour les trois autres structures sanitaires.

Des initiatives de formation du personnel ont été menées tout au long de l'année pour 163 personnes, couvrant les soins de santé primaires pour les mères et les enfants, l'amélioration du suivi des décès maternels et périnataux, ainsi que la programmation et la budgétisation intégrées pour la gestion des interventions sanitaires et des structures sanitaires. D'autres sessions de formation ont été organisées à l'intention des agents de santé communautaires, des dirigeants communautaires et des enseignants afin de renforcer leurs connaissances et leurs compétences en matière de pratiques WASH, en se concentrant en particulier sur l'hygiène et l'assainissement, la gestion des déchets, les pratiques d'hygiène menstruelle et la distribution de kits. Des activités de sensibilisation axées sur les meilleures pratiques WASH auprès des patients des centres de santé et des communautés, avec cartographie des ménages afin de diffuser des messages de santé et de promouvoir la santé reproductive, la lutte contre les vecteurs, la vaccination et d'autres outils destinés à aider les familles. Au total, 9 457 personnes ont bénéficié de ces activités de sensibilisation.

268
personnes de la santé
formés en 2024

6
centres de santé
publique rénovés
en 2024

163
personnes de la santé
formés en 2024



Entretien



NINA TAKA
Directrice National de
l'International Rescue
Committee (IRC) en
Côte d'Ivoire

Entretien avec Nina Taka

Comment on établit une relation de confiance et de collaboration avec les institutions et les communautés locales ?

L'instauration de la confiance commence par un dialogue ouvert et honnête. Il est extrêmement important d'écouter activement et de comprendre les priorités, les défis et les forces des institutions et des communautés avec lesquelles nous travaillons. C'est la base - elle témoigne du respect et prépare le terrain pour la collaboration. Une grande partie de ce processus consiste à s'assurer que tout le monde est impliqué dès le début. Dès la Phase de conception d'un projet, nous réunissons tous les parties prenantes afin d'identifier les besoins et les priorités et de co-crée des solutions pratiques et réalistes. À titre d'exemple, les institutions locales peuvent fournir des ressources techniques, tandis que les organisations communautaires apportent des connaissances locales essentielles et la capacité de mobiliser les personnes sur le territoire. La transparence est également essentielle. Nous nous efforçons toujours de communiquer clairement la stratégie et les objectifs du projet avec tout le monde - les institutions locales, les dirigeants communautaires et les membres de la communauté. Cette ouverture permet d'instaurer la confiance et de s'assurer que tout le monde est sur la même longueur d'onde. Je vais vous donner un exemple : en Côte d'Ivoire, l'IRC s'est associé à Eni et au groupe Iveco dans le cadre d'un programme appelé Pro-Jeunes. Cette initiative vise à doter les jeunes Ivoiriens de compétences dans les secteurs d'avenir tels que le marketing numérique, l'entrepreneuriat et la mécanique automobile. En proposant une formation professionnelle ciblée, le programme a permis à des dizaines de jeunes d'acquérir les

outils nécessaires pour entrer avec succès sur le marché du travail. Ce type d'effort de collaboration ne se contente pas de répondre aux besoins immédiats, il renforce les capacités et crée un changement durable. En fin de compte, la confiance est aussi une question de durabilité. C'est pourquoi nous nous efforçons de renforcer les capacités locales, d'améliorer les compétences en matière de gestion et de veiller à ce que les communautés aient accès aux ressources dont elles ont besoin pour poursuivre les projets longtemps après notre départ.

Comment une ONG et une grande entreprise comme Eni peuvent-elles partager leur expertise et leur expérience respectives ?

En combinant leur expertise, les ONG et les entreprises comme Eni peuvent forger des partenariats qui non seulement répondent aux besoins immédiats, mais créent également des impacts durables à long terme dans les communautés qu'elles servent. Permettez-moi d'expliquer comment cela se produit. **Capitalisation des compétences complémentaires** : les ONG et les entreprises offrent des atouts complémentaires dans le cadre de partenariats : les ONG apportent leurs connaissances locales et se concentrent sur les groupes vulnérables, tandis que les entreprises fournissent des fonds, de l'expertise et de la technologie. Ensemble, ils peuvent apporter des solutions efficaces et durables en matière de développement. **Définir des objectifs communs** : les partenariats réussis reposent sur des objectifs communs qui correspondent à la mission de chaque partenaire. En définissant ces objectifs de manière transparente et en impliquant les

communautés locales, des initiatives telles que celles d'Eni et de l'IRC peuvent avoir un impact durable, axé sur les communautés. **Innovation sociale** : les entreprises excellent dans l'offre de solutions innovantes à des défis sociaux complexes, tandis que les ONG sont compétentes pour adapter ces innovations au contexte local et les mettre en œuvre de manière durable. Cette collaboration garantit que les solutions de pointe répondent à des besoins réels, tout en étant pratiques et durables à long terme. **Amélioration des services publics** : les entreprises peuvent améliorer les services publics grâce aux infrastructures et aux ressources, tandis que les ONG forment le personnel local à la gestion à long terme. Un exemple clé est le projet IRC-Eni en Côte d'Ivoire, qui renforce les soins de santé dans le Sud-Comoé en modernisant les installations et en améliorant ainsi le contrôle des infections, en responsabilisant les autorités, en impliquant les communautés et en promouvant le rôle des femmes. **Protection de l'environnement** : dans le domaine de la durabilité environnementale, les entreprises peuvent mettre en œuvre des pratiques durables, investir dans des technologies propres et fournir des ressources pour des projets écologiques. De leur côté, les ONG jouent un rôle essentiel en sensibilisant les populations locales et en facilitant l'adoption de comportements respectueux de l'environnement. Cet effort combiné contribue à garantir que les mesures de protection de l'environnement sont à la fois efficaces et prises en charge par la communauté. **Formation des opérateurs locaux** : les entreprises partagent leur expertise en matière de gestion, de technologie et d'innovation, tandis que les ONG facilitent et personnalisent la formation pour les communautés. Dans le cadre du projet Pro-Jeunes en Côte d'Ivoire, financé par Eni et Iveco, les entreprises fournissent des outils et des matériaux, et l'IRC dispense une formation professionnelle et à l'esprit d'entreprise, permettant ainsi aux jeunes d'accéder à l'indépendance économique.

Quels sont les effets positifs des projets que vous avez menés avec Eni ?

Les projets que nous avons menés avec Eni ont produit des résultats tangibles et positifs dans la vie quotidienne des communautés

concernées. À titre d'exemple, en améliorant la gestion des établissements de santé en collaboration avec les partenaires locaux, nous avons constaté une amélioration significative de l'accès aux services de santé. Les taux de fréquentation des centres de soins ont augmenté de plus de 30 %, grâce à la rénovation des installations et à l'amélioration de la qualité des services. Ces résultats reflètent l'impact direct de nos efforts conjoints sur le bien-être de la communauté.

Pourquoi l'accès aux services de santé est-il si important pour améliorer les communautés locales d'un pays ?

L'accès aux services de santé est essentiel à l'amélioration des communautés locales car il a un impact direct sur la productivité, la stabilité économique et le bien-être social.

Une population en bonne santé est plus apte à travailler efficacement, ce qui stimule la croissance économique locale et contribue à réduire la pauvreté. Le renforcement des systèmes de santé pour rendre les soins accessibles aux plus vulnérables permet de prévenir et de traiter les maladies, d'alléger la charge financière que représentent les soins de santé pour les familles et de briser les cycles de vulnérabilité et de pauvreté persistante. Ces économies peuvent alors être réorientées vers d'autres besoins essentiels, améliorant ainsi le bien-être général de la famille. Pour les enfants, l'accès à des soins de santé de qualité garantit qu'ils sont en meilleure santé, qu'ils ont plus de chances d'aller régulièrement à l'école et qu'ils sont mieux placés pour terminer leurs études, ce qui leur donne une base solide pour réussir à l'âge adulte. En outre, dans de nombreux contextes africains où les femmes sont les principales pourvoyeuses de soins, des familles en meilleure santé signifient que les femmes ont plus de temps pour saisir des opportunités économiques et professionnelles, contribuant ainsi davantage à leur ménage et à leur communauté. L'accès aux services de santé joue également un rôle essentiel dans la promotion de la stabilité sociale en réduisant les inégalités. Lorsque tous les membres d'une communauté peuvent accéder aux soins, cela favorise un sentiment d'équité, de justice et de cohésion sociale, renforçant ainsi le tissu social.



Contenu local

Le contenu local est la valeur ajoutée apportée par les activités d’Eni au système socio-économique dans les contextes où l’entreprise opère, en termes de création de main-d’œuvre locale, de développement industriel et technologique, de mobilisation des activités économiques, de transfert de savoir-faire et d’amélioration des compétences du capital humain. Le contenu local représente une pierre angulaire de l’action d’Eni en tant qu’acteur industriel et de développement, et témoigne de l’impact concret généré par l’entreprise dans les territoires. Compte tenu de sa pertinence, le contenu local constitue un outil efficace de dialogue avec les parties prenantes et favorise le développement de relations à long terme. En juin 2022, la Côte d’Ivoire a promulgué une loi sur le contenu local pour les activités pétrolières et gazières (Loi n° 2022-408) qui a été publiée au Journal Officiel en septembre 2022. Cette loi, qui témoigne de l’importance et de la centralité du sujet pour le pays, vise à garantir que la priorité en matière d’emploi soit accordée aux ressortissants ivoiriens et que la préférence soit donnée aux entreprises ivoiriennes lors des processus d’approvisionnement et d’attribution de contrats, encourageant ainsi le développement des ressources locales et la croissance d’une chaîne d’approvisionnement nationale dans le secteur du pétrole et du gaz. L’importance qu’Eni accorde au contenu local est conforme aux dispositions de la loi et ouvre la voie à une collaboration prospère et durable avec le pays.

En Côte d’Ivoire, la contribution d’Eni au contenu local s’articule autour de quatre domaines :

- Activation des chaînes d’approvisionnement pour accroître la compétitivité des entreprises locales et l’impact économique des projets d’Eni sur les secteurs industriels et manufacturiers locaux. À cet égard, des activités de prospection du marché ont été menées pour identifier les entreprises ivoiriennes ayant les compétences techniques et les capacités organisationnelles requises pour participer au projet Baleine, dans le but de maximiser l’inclusion des entrepreneurs et fournisseurs locaux et d’exploiter pleinement le potentiel de l’écosystème entrepreneurial national. Pour promouvoir les principes ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) auprès des agents sous contrat et des entreprises locales, Eni a mis en place des stratégies spécifiques pour mesurer et améliorer leurs performances (voir la section Durabilité dans la chaîne de valeur).
- Intégration du personnel local dans les structures opérationnelles d’Eni par l’implication et le recrutement direct de la main d’œuvre locale (en 2024, Eni Côte d’Ivoire a embauché 19 nouveaux employés, pour atteindre un effectif total de 152 personnes en Côte d’Ivoire et 2 en France, dont 61 ivoiriens). Eni a également promu l’emploi local tout au long de sa chaîne d’approvisionnement, en encourageant les entrepreneurs à prendre des engagements spécifiques pour impliquer et embaucher des ressources locales.
- Partage et transfert de compétences et de connaissances professionnelles dans les secteurs de l’énergie et de la technologie grâce à des formations spécifiques pour le personnel local et à des cours ouverts et des programmes éducatifs élaborés en collaboration avec des établissements d’enseignement supérieur et des universités. Sur ce dernier point, la troisième édition des masters upstream et aval a été lancée en 2024 en partenariat avec Eni Corporate University (ECU) et l’Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro. Au total, 90 étudiants ont été inscrits dans les trois éditions des programmes Master, et 22 d’entre eux, issus de la première et de la deuxième édition, ont été intégrés dans les départements d’Eni pour effectuer le stage obligatoire requis pour l’obtention du diplôme. D’autres étudiants ont été pris en charge par des entrepreneurs, des partenaires et des pairs. En 2024, la deuxième édition du cours technique destiné à 40 opérateurs de production et de maintenance a été achevée et 15 participants ont commencé leur apprentissage chez Eni. Enfin, en 2024, Eni a accordé 4 bourses à des ressources locales pour participer à des programmes de maîtrise parrainés par Eni en Italie, et des cours d’apprentissage en personne et à distance ont été mis à la disposition du personnel d’Eni Côte d’Ivoire.
- Mise en œuvre d’initiatives communautaires qui favorisent la croissance économique et la diversification des activités génératrices de revenus, en impliquant les entrepreneurs locaux et les propriétaires de petites entreprises afin d’améliorer leurs niveaux de production et leur efficacité. À titre d’exemple, le projet Clean Cooking s’est appuyé sur l’achat de foyers améliorés auprès d’un fabricant local, ce qui lui a permis d’acquérir de nouvelles machines, d’embaucher du personnel supplémentaire, d’agrandir l’atelier de production à Abidjan et d’ouvrir également une installation secondaire à Khorogo, dans le nord du pays. Un autre exemple est l’Ethical Fashion Initiative, une entreprise sociale du secteur textile créée en 2023 par Eni et ITC (voir la section « Diversification

économique »), qui activera un réseau de micro-entreprises pour la commercialisation de modèles de prêt-à-porter, contribuant ainsi à la création d’emplois. D’autres projets visent à renforcer les compétences professionnelles des jeunes et à accroître la compétitivité des entreprises locales dans les secteurs de l’automobile, de l’énergie et de l’électronique.

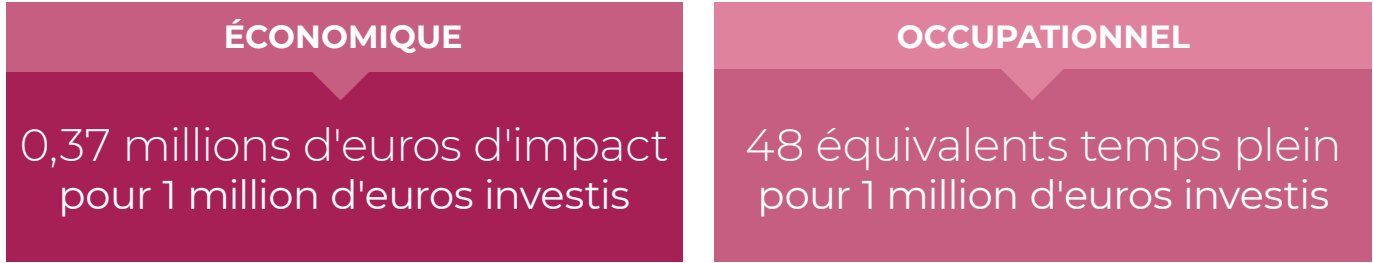
Comme le montrent toutes ces initiatives, le développement du capital humain, des chaînes d’approvisionnement et de l’écosystème entrepreneurial entourant les activités industrielles fait partie intégrante du modèle d’entreprise d’Eni, qui est appliqué à chaque réalité territoriale en fonction de ses caractéristiques. L’importance qu’Eni accorde au contenu local se traduit également par la définition de plans intégrés entre les différentes fonctions de l’entreprise concernées (durabilité, ressources humaines, approvisionnement) afin de maximiser la création de valeur dans le pays, dans le respect des règlements applicables et en fixant souvent des objectifs plus ambitieux que ceux établis par la législation locale.

MODÈLE ELCE

Depuis 2016, Eni utilise le modèle ELCE (Eni Local Content Evaluation), développé conjointement avec l’Université Polytechnique de Milan pour mesurer l’impact de ses activités dans les pays où elle opère. Ce modèle a été appliqué aux Phases 1 et 2 de Baleine pour fournir une estimation quantitative des impacts du projet sur le pays en termes de production économique et d’emploi. Le modèle estime les effets « directs » générés dans le pays par les activités du projet, les effets « indirects » liés à l’ensemble de la chaîne d’approvisionnement et les effets « induits » qui en résultent, liés à l’augmentation de la production économique due à l’augmentation des salaires tout au long de la chaîne d’approvisionnement.

Application du modèle ELCE au projet Baleine (Phases 1 et 2)

- Le montant total des achats prévus pour les Phases 1 et 2 du projet Baleine s’élève à plus de 7 milliards d’USD, comprenant à la fois les investissements (CAPEX) et les dépenses d’exploitation (OPEX).
- Le modèle a été utilisé pour évaluer l’impact positif que ces dépenses génèrent en termes de contribution à l’économie et à l’emploi du pays.
- Chaque million d’euros investi génère une augmentation de la production économique nationale de 0,37 million d’euros.
- En termes d’emploi, chaque million d’euros investi génère 48 emplois équivalents temps plein (ETP), si l’on considère les effets globaux, y compris les effets indirects de la chaîne d’approvisionnement et les effets induits.



- Une grande partie de l’impact sur l’économie et l’emploi est concentrée dans la Phase d’exploitation, après le démarrage de la production d’hydrocarbures. La Phase d’exploitation fait davantage appel à des entrepreneurs et à des employés locaux que la phase de construction, qui fait principalement appel à des entrepreneurs internationaux en raison de la nature hautement technique des services à fournir.

Pour plus d’informations sur le modèle ELCE, voir le site web de la Commission européenne [Alliances pour le développement](#) dans le document Eni for 2024 - Une Transition Juste.

Durabilité dans la chaîne de valeur

La stratégie d’approvisionnement durable d’Eni Côte d’Ivoire prévoit l’intégration de critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans toutes les phases du processus d’approvisionnement, de la qualification des fournisseurs aux procédures d’appel d’offres, en passant par la gestion des contrats et le système de retour d’information.

QUALIFICATION DU FOURNISSEUR

Les fournisseurs d’Eni Côte d’Ivoire sont soumis à des processus structurés de qualification et de Due Diligence, qui comprennent la vérification de leur fiabilité économique et financière, technique et organisationnelle et, en particulier, de leur profil ESG. Pour soutenir cette approche, Eni partage avec ses fournisseurs l’engagement mutuel de respecter les principes ESG par la signature du Code de Conduite des Fournisseurs⁷, qui fait partie intégrante des conditions contractuelles et oriente les relations tout au long du cycle de collaboration. Ce document, auquel il est fait expressément référence dans les contrats, établit des obligations en matière de Droits de l’Homme, de santé et de sécurité, de protection de l’environnement, d’éthique et d’intégrité, conformément aux conventions internationales et aux normes de l’OCDE et des Nations Unies.

PROCÉDURES D’APPROVISIONNEMENT

Dans les procédures d’appel d’offres, Eni applique des critères d’évaluation objectifs et transparents, en accordant une attention particulière à la durabilité. Les critères ESG sont intégrés dans les modèles d’évaluation des offres techniques et commerciales en fonction de l’objet spécifique de l’appel d’offres, contribuant ainsi à l’identification de la proposition la plus avantageuse sur le plan économique. Les contrats comprennent des clauses ESG spécifiques, qui imposent des obligations aux fournisseurs en matière de performance environnementale et sociale, également par l’intermédiaire de la plateforme Open-es, un système numérique collaboratif qui permet aux entreprises de mesurer et d’améliorer leur performance ESG (environnementale, sociale et de gouvernance), favorisant ainsi la transparence et le développement durable tout au long de la chaîne d’approvisionnement. En Côte d’Ivoire, 107 entrepreneurs ont rejoint la plateforme et bénéficient d’un soutien continu pour répondre aux diverses exigences ESG grâce à des outils pratiques qui facilitent les voies du développement durable et renforcent la compétitivité des entreprises. Dans ce contexte, le respect des Droits de l’Homme tout au long de la chaîne d’approvisionnement est un aspect essentiel, protégé par un processus d’approvisionnement basé sur un modèle d’évaluation spécifique qui accorde une attention particulière aux risques liés au travail forcé et au droit à la liberté d’association et à la négociation collective. Une nouvelle approche de la gestion des émissions a également été adoptée, qui implique l’application d’exigences minimales en matière d’émissions et de gouvernance de la chaîne d’approvisionnement pour chaque code de produit et/ou de critères d’attribution pouvant être utilisés dans les processus d’approvisionnement pour les matières premières à haut risque.

GESTION DES CONTRATS ET FEEDBACK

L’engagement du fournisseur en matière de développement durable est contrôlé à différents stades du processus d’approvisionnement par le biais d’un retour d’information, et un soutien est apporté aux fournisseurs pour l’identification d’actions prioritaires visant à améliorer leur positionnement ESG par le biais d’initiatives de formation, d’ateliers et de programmes de développement spécifiques. L’objectif est de maximiser l’évaluation ESG à tous les stades du processus d’approvisionnement et d’étendre ces évaluations aux niveaux suivants de la chaîne d’approvisionnement, en impliquant également les gestionnaires de contrats.

7 [🔗 Code de Conduite des Fournisseurs Eni.](#)

Rapports et critères de performance

Le Rapport local d’Eni sur le Développement Durable en Côte d’Ivoire - 2024 s’inscrit dans les Comptes-rendus de Développement Durable d’Eni, qui comprend la Déclaration consolidée sur la durabilité d’Eni 2024 et le document « Eni for 2024 - Une Transition Juste ». En outre, ce système de rapports est complété par les informations fournies sur le site Internet de l’entreprise Eni, auquel il est fait référence pour une analyse plus approfondie des questions couvertes par le présent rapport. Le Rapport local sur le Développement Durable en Côte d’Ivoire - 2024 a été préparé pour fournir aux parties prenantes des informations claires et détaillées sur les questions de développement durable liées à la présence d’Eni et de ses filiales en Côte d’Ivoire.

L’importance externe des sujets découle du contexte dans lequel Eni opère et des demandes et intérêts reçus directement et indirectement par Eni de la part de diverses parties prenantes au cours de l’année de référence, évalués sur la base d’une analyse de la fréquence et de la pertinence, et ils fournissent une vue d’ensemble des investissements réalisés par Eni dans le pays.

Les données rapportées dans ce document représentent la partie des KPIs rapportés au niveau du Groupe dans la Déclaration consolidée sur la durabilité et chez Eni, sous réserve d’une assurance limitée de la part de la société indépendante désignée.

Sauf indication contraire, les informations et les données quantitatives figurant dans le présent document se réfèrent à Eni Côte d’Ivoire Ltd.

[🔗 Déclaration consolidée sur la durabilité 2024 d’Eni](#)
[🔗 Eni for 2024 - Une Transition Juste](#)

DONNÉES DE PRODUCTION^(a)

		2022	2023	2024
Pétrole sur place (potentiel de Baleine)	(milliards de barils standard - BSTB)	1,9	2,5	2,5

(a) La production ayant débuté en août 2023, aucune production n’a été enregistrée pour 2022, et les volumes sur place sont donc restés constants. En 2023, la valeur déclarée reste pratiquement constante, puisque la production (d’août à décembre 2023) était d’environ 2,1 MSTB de pétrole et 2 BSCF de gaz.

PAIEMENTS AU GOUVERNEMENT DE LA CÔTE D’IVOIRE - ANNÉE 2024^(a)

(en milliers d’euros)

Paiements par projet	Quote-part de production	Taxes	Redevances	Primes	Frais	Améliorations d’infrastructure	Total
Projet Baleine	154 934 ^(b)	-	-	-	-	-	154 934
Total	154 934	-	-	-	-	-	154 934

Paiements par entité gouvernementale	Quote-part de production	Taxes	Redevances	Primes	Frais	Améliorations d’infrastructure	Total
Gouvernement	77 525 ^(c)	-	-	-	-	-	77 525
Petroci Holding	77 409 ^(d)	-	-	-	-	-	77 409
Total	154 934	-	-	-	-	-	154 934

(a) [🔗 Report payments governments 2024.](#)

(b) Inclut 2 313 KBOE versés en nature.

(c) Inclut 1 160 KBOE versés en nature.

(d) Inclut 1 153 KBOE versés en nature.

Neutralité Carbon d’ici 2050

		2022	2023	2024
Emission directes de GES	(millions de tonnes d’équivalent CO ₂)	0	0,24	0,518

Protection de l’environnement

Protection de l'eau

		2022	2023	2024
Total des prélèvements d'eau	(millions de m³)		4,59	13,17
dont : eau de mer			4,59	13,17
dont : eau douce				

Déchets

		2022	2023	2024
Total des déchets provenant des activités de production :	(millions de tonnes)	-	0,29	0,02
dont : non dangereux		-	0,08	0,0004
dont : dangereux		-	0.21	0,018
Total des déchets provenant des activités d'assainissement :		-	-	0
dont : non dangereux		-	-	0
dont : dangereux		-	-	0

Certification des systèmes de gestion HSE

		2022	2023	2024
Total des certifications :	(nombre)	0	0	2
Certifications ISO 14001		0	0	1
Certifications EMAS		0	0	0
Certifications ISO 9001		0	0	0
Certifications OHSAS 18001/ISO 45001		0	0	1
Certifications ISO 50001		0	0	0
Certifications SA 8000		0	0	0

Valeur de nos personnes

Emploi

		2022	2023	2024
Effectifs au 31 décembre		61	135	152
Résident en Côte d'Ivoire ^(a)		8	54	61
Employés par genre		61	135	152
Hommes		54	106	123
Femmes		7	29	29
Employés par contrat		61	135	152
Permanent		56	98	114
Durée déterminée		5	37	38
Employés par catégorie professionnelle	(nombre)	61	135	152
Cadres dirigeants		1	2	2
Cadres moyens		24	52	65
Employés de bureau		36	81	85
Ouvriers		0	0	0
Employés par âge		61	135	152
Moins de 30 ans		2	16	14
30-50		48	101	121
Plus de 50		11	18	17

(a) Le nombre d'employés locaux en Côte d'Ivoire est pris en compte dans le calcul du nombre de résidents.

Formation

		2022	2023	2024
Heures de formation par type	(heures)	1 512	7 343	6 036
HSE et qualité		156	2 436	2 012
Langues et technologies de l'information		116	585	233
Conduite/Communication/Institutionnel		76	598	532
Professionnel - coupe transversale		680	1 575	1 365
Professionnel - technique/commercial		484	2 149	1 893
Dépenses de formation	(millions d’euros)	0,081	0,149	0,234
Heures de formation sur la sécurité	(heures)	139	1 546	1 772

Santé

		2022 ^(a)	2023	2024
Salariés inclus dans les programmes de surveillance sanitaire	(nombre)	-	98	154
Nombre de services de santé fournis		-	1 574	1 752
Nombre d'inscriptions à des initiatives de promotion de la santé		-	910	735
dont : par les employés		-	718	705
dont : par des entrepreneurs		-	105	0
dont : par les proches		-	87	30

(a) Les activités d'exploitation de la filiale étant récentes, les données antérieures à 2023 ne sont pas consolidées.

Sécurité

		2022	2023	2024
TRIR (index de fréquence des accidents totaux enregistrables)	(accidents totaux enregistrables)/heures travaillées x 1 000 000	0	0,24	0,26
Employés		0	0	0,00
Entrepreneurs		0	0,27	0,29
Taux d'accidents du travail ayant des conséquences graves (à l'exclusion des décès)	(Accidents du travail à haut risque/heures travaillées) x 1 000 000	0	0	0
Employés		0	0	0
Entrepreneurs		0	0	0
Total des dépenses de sécurité et des investissements	(millions d'euros)	0	8	10
Heures de formation sur la sécurité	(heures)	139	1 546	1 772

Alliances pour le développement

Investissements pour le développement local^(a)

		2022	2023	2024
Investissements pour le développement local	(millions d'euros)	8 481	14 528	11 637

(a) La réduction des dépenses en 2024 par rapport à 2023 (environ - 3 millions d'euros) est due au fait qu'à partir de 2024, le projet « Baleine Clean Cooking Ph.1 » a été officiellement converti en une initiative commerciale de compensation carbone gérée par la CCUSFA et, par conséquent, ses coûts n'ont plus été comptabilisés en tant que coûts de durabilité.



Eni SpA

Siège social

Piazzale Enrico Mattei, 1 - Rome - Italie
Capital social au 31 décembre 2024: 4 005 358 876,00 € entièrement libérés
Registre des Entreprises de Rome, code fiscal 00484960588
Numéro de TVA 00905811006

Siège local

Eni Côte d'Ivoire Ltd.
Immeuble Palm Towers, 8ème Etage,
Boulevard de Marseille, Marcory - Zone 4 Abidjan, Côte d'Ivoire
T. +225 2721590010

Contacts

eni.com
+39-0659821
800940924
segreteria.societaria.azionisti@eni.com

Bureau des relations avec les investisseurs

Piazza Ezio Vanoni, 1 - 20097 San Donato Milanese (MI)
Tel. +39-0252051651 - Fax +39-0252031929
e-mail: investor.relations@eni.com

Présentation, mise en page et supervision

K-Change - Rome

